

The background of the poster features a photograph of a group of young people, mostly women, standing in a row outdoors. They are dressed in casual modern clothing like jeans and t-shirts. In the background, a large, ornate mosque with multiple domes and minarets is visible under a cloudy sky.

Pooyan TAMIMI ARAB
Ammar MALEKI

IRAN : UNE SOCIÉTÉ SÉCULARISÉE, DIVERSE ET DISSIDENTE

LES RÉSULTATS DES ENQUÊTES EN LIGNE DU GAMAAN

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Juillet 2025

**FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE**
fondapol.org

fondapol.org

IRAN : UNE SOCIÉTÉ SÉCULARISÉE, DIVERSE ET DISSIDENTE

LES RÉSULTATS DES ENQUÊTES EN LIGNE DU GAMAAN

Pooyan TAMIMI ARAB
Ammar MALEKI

La Fondapol est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice-Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

FONDAPOL

Un think tank libéral, progressiste et européen

Née en 2004, la Fondapol s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle contribue à un débat pluraliste et documenté.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site fondapol.org. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire.

Sous l'appellation « **Anthropotechnie** », la Fondation dédie une partie de ses travaux aux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales.

La Fondapol est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

SOMMAIRE

PROLOGUE	9
I. COMMENT MESURER ET INTERPRÉTER LA RELIGIOSITÉ DES IRANIENS ?	11
1. Des divergences statistiques majeures selon les sources	11
2. L'essor d'internet en Iran, ses usages et leurs conséquences	13
3. Le clivage entre laïcs et religieux : des interprétations diverses	15
4. La sécularisation de la protestation	18
II. LES ENQUÊTES DU GAMAAN (2019-2023) : CONCEPTION ET MÉTHODE	19
1. Les enquêtes de 2019 et 2020 : un défi méthodologique	19
2. Les enquêtes de 2022 et 2023 : changement de dimension et d'échantillonnage	21
III. LES RÉSULTATS D'ENSEMBLE : RELIGIOSITÉ, SÉCULARISATION ET DISSIDENCE	27
1. Groupes religieux et non religieux	27
2. La question du hijab obligatoire	29
3. Les manifestations nationales de 2022	32
4. La consommation des médias	34
CONCLUSION : DE LA REMISE EN CAUSE DU RÉGIME À LA REMISE EN CAUSE DE L'ISLAM	37
REMERCIEMENTS	40

RÉSUMÉ

Le conflit israélo-iranien de juin 2025 a remis à l'ordre du jour la question de la solidité du régime établi par la révolution de 1979, une question donnant lieu à des analyses contradictoires et à des spéculations de toute nature. La répression féroce que ce pouvoir théocratique exerce sur la société depuis quatre décennies n'est sans doute pas assez prise en compte dans les analyses dominantes. C'est ainsi que des commentateurs, pour qui la longévité du régime semble contredire les théories de la modernisation et l'idée d'un cheminement inéluctable vers la sécularisation, soutiennent des interprétations alternatives qui font droit à un processus inverse à la désécularisation et à un « retour du religieux ».

À première vue, les enquêtes d'opinion conventionnelles, menées par téléphone et en face-à-face à l'intérieur du pays, font état d'une religiosité quasi unanime de la population iranienne et de son très fort soutien au régime. Pourtant, ces résultats sont contredits par les vagues successives et massives de protestations contre l'idée même de république islamique, dont les plus récentes ont été les manifestations nationales « Femmes, Vie, Liberté » de 2022-2023, au cri de « Nous ne voulons pas d'une république islamique ! ». Au fil des ans, des enquêtes qualitatives ont décrit une attitude critique généralisée à l'égard des autorités et des institutions religieuses, ainsi qu'un revirement des mentalités au profit de la célébration de la vie terrestre, en opposition aux valeurs chiites du deuil, du martyre et de l'au-delà. L'usage désormais quasi universel d'internet en Iran a permis d'atteindre les citoyens par des canaux alternatifs, réduisant la crainte de la surveillance étatique qui peut fausser les réponses aux questions sensibles, telles que celles portant sur la religion et la politique.

C'est le principe directeur qui guide le travail du GAMAAN (Groupe d'analyse et de mesure des attitudes en Iran) qui utilise des méthodes en ligne – recrutement via les réseaux sociaux, outils VPN et chaînes de télévision par satellite – pour atteindre un large éventail de répondants.

Ses enquêtes, novatrices par leur méthode, le sont aussi par leurs résultats. Elles brossent, par comparaison avec les données recueillies par les sources officielles, un tableau radicalement différent de la société iranienne, qui connaît bel et bien une sécularisation massive. Les résultats confirment qu'une majorité d'Iraniens soutiennent une transition, voire une révolution qui démantèlerait le régime clérical. Les résultats montrent aussi qu'il existe de profondes tensions entre laïcs et religieux au sein de la société et une plus grande diversité des identifications personnelles, religieuses comme non religieuses.



Femmes iraniennes sans hijab sur la place Naqsh-e Jahan à Ispahan.
Cette photographie a circulé en ligne en 2023 et a d'abord été envoyée
à l'activiste Masih Alinejad à l'occasion du Nouvel An persan.

IRAN : UNE SOCIÉTÉ SÉCULARISÉE, DIVERSE ET DISSIDENTE¹

LES RÉSULTATS DES ENQUÊTES EN LIGNE DU GAMAAN

Pooyan TAMIMI ARAB

Assistant professor en études religieuses à l'Université d'Utrecht [Pays-Bas] et membre de l'Académie des jeunes chercheurs de l'Académie royale néerlandaise des arts et des sciences.

Ammar MALEKI

Assistant professor en politique comparée à l'Université de Tilburg [Pays-Bas], directeur du GAMAAN et représentant pour l'Iran auprès de la WAPOR pour la période 2025-2026.

PROLOGUE

Lorsque Majidreza Rahnavard, 23 ans, a été filmé les yeux bandés, accompagné de ses bourreaux masqués, et qu'on lui a demandé ses dernières volontés, sa réponse a trouvé un écho chez de nombreux Iraniens : « Je ne veux pas qu'on pleure sur ma tombe, qu'on récite le Coran ou qu'on prie. Que les gens soient joyeux et jouent un air gai ». Le contraste entre une population jeune et sécularisée et les religieux vieillissants de l'Iran n'aurait pas pu être plus flagrant. Majidreza Rahnavard a été exécuté publiquement par pendaison à une grue le 12 décembre 2022, moins de deux semaines après avoir été accusé d'avoir poignardé mortellement deux miliciens du régime, après avoir été torturé, s'être vu offrir une seule séance au tribunal et avoir été reconnu coupable de « guerre contre Dieu ». Dans ses dernières volontés, Majidreza Rahnavard a souligné qu'il s'écartait des traditions chiites de deuil et de martyre, ainsi que de la révélation de Dieu et de la prière. Son alternative – être joyeux et écouter de la musique – symbolisait une célébration de la vie terrestre.

1. La présente note est la version française de l'article original, actualisé par les auteurs, traduit et adapté par Christophe de Voogd, président du conseil scientifique et d'évaluation de la Fondapol ; Cf. P. Tamimi Arab et A. Maleki, « The secular-religious divide in Iran : An analysis of GAMAAN's online surveys », dans J.D. Eller et N. Khazaal (éds.), *Nobelievevers, Apostates, and Atheists in the Muslim World*, Londres, Routledge, 2025, p. 112-142.

Cet acte de défi est un symptôme de la profonde sécularisation de la société iranienne au cours de quatre décennies de théocratie. Alors que les protestations ont commencé dès le début du régime et ont atteint une échelle de masse pendant le Mouvement vert de 2009², la nouvelle génération – élevée dans un monde connecté à internet sans souvenirs personnels de la révolution, de la guerre Iran-Irak des années 1980 ou de l'élection du président réformateur Khatami en 1997 – a ouvertement rejeté la notion de république islamique. Depuis les manifestations de 2017, 2019 et 2022, le concept de « renversement » (*barandāzī*) a pris de l'ampleur, les gens scandant hardiment : « réformateurs, conservateurs, le jeu est terminé » et « Nous ne voulons pas d'une république islamique »³. Aujourd'hui, tout espoir de changement venu de l'intérieur du régime – et de l'intérieur de l'islam lui-même – initié par les réformateurs, politiques ou religieux, semble s'être évanoui.

Les conservateurs ont également abandonné les faux-semblants. En 2021, après un simulacre d'élection présidentielle, ils ont élu Ebrahim Raisi, qui faisait partie d'un organe de répression nommé par l'opinion « comité de la mort », ayant envoyé des milliers de personnes à la potence. Par la suite, la tragédie de Mahsa (Jina) Amini, battue à mort en septembre 2022, après avoir été détenue pour ne pas avoir parfaitement respecté les règles du hijab, n'a pas suscité d'appels à la réforme au sein du régime ou des cercles religieux mais a conduit à une fureur protestataire iconoclaste. Les manifestants ont mis le feu à des images des fondateurs de la République islamique – Khomeini et Khamenei – ainsi qu'à des images de Soleimani, le commandant des Gardiens de la révolution, tué en Irak par les États-Unis. Les femmes se sont débarrassées de leur hijab, l'ont brûlé, se sont coupé les cheveux et ont scandé « Femme, Vie, Liberté ». Cette irrévérence manifeste a suscité une réponse violente de la part du régime : il a arrêté des milliers de personnes, en a tué plus de 500 (dont plus de 70 enfants), a exécuté des manifestants après des mises en scène de procès ; on a tiré dans les yeux, les seins et les parties génitales des manifestantes et multiplié menaces et sanctions pour non-port du hijab – y compris des années d'emprisonnement, des viols, des coups de fouet, et même l'ordre pour les accusés de laver des cadavres⁴. Le régime est désormais confronté à un mécontentement de masse irréversible. Au moment où ces lignes sont écrites, les femmes

2. P. Alimaghdam, *Contesting the Iranian Revolution : The Green Uprisings*, Cambridge, Cambridge University Press, 2021.

3. On reprend ici la distinction habituelle en français entre « réformateurs » et « conservateurs ». En Iran, la distinction qui a cours est entre « réformistes » et « principalistes » [appellations que se donnent ces tendances elles-mêmes] ; elle désigne d'un côté ceux qui recherchent des réformes – non structurelles – au sein du système de la République islamique et ceux dont le point de vue est résolument en faveur du fondamentalisme religieux et du guide suprême.

4. Human Rights Council, *Consolidated findings of the Independent International Fact-Finding Mission on the Islamic Republic of Iran*, United Nations, 2025, A/HRC/58/CRP.1.

continuent de défier les autorités en refusant de porter le hijab en public. Malgré les menaces du régime, elles redéfinissent les frontières entre la vie privée et la conformité publique aux prescriptions religieuses.

Il est significatif que parmi les opposants au régime figurent des musulmans chiites fervents et pratiquants. Les vidéos de manifestations montrant des femmes voilées se solidarisant avec des femmes sans voile pourraient conduire à voir le clivage actuel non comme un conflit entre laïcs et religieux, mais plutôt comme une lutte entre forces démocratiques et non démocratiques. Mais comment interpréter alors les scènes de protestation qui semblent critiquer non seulement l'État mais aussi l'islam ? Et dans quelle mesure les croyances personnelles, religieuses ou non, des gens reflètent-elles leur position à l'égard du régime ?

I. COMMENT MESURER ET INTERPRÉTER LA RELIGIOSITÉ DES IRANIENS ?

1. Des divergences statistiques majeures selon les sources

Nous étudierons ici la dynamique de la sécularisation et de la religiosité de la société en présentant des données quantitatives recueillies par le GAMAAN (Group for Analyzing and Measuring Attitudes in Iran)⁵. Ce groupe de recherche à but non lucratif a été officiellement établi aux Pays-Bas en 2019 et mène des enquêtes en ligne auprès des Iraniens résidant en Iran. L'adoption d'une approche numérique se justifie par le fait que les enquêtes probabilistes traditionnelles sont sujettes à des erreurs de mesure. Malgré une exécution rigoureuse et même des résultats fiables, elles peuvent aussi donner certains résultats non valides en raison des contraintes liées aux entretiens téléphoniques et en face-à-face. Dans un environnement de répression étatique, les individus censurent en effet souvent leurs véritables opinions, voire les modifient sans hésitation pour éviter une investigation des autorités – un phénomène connu sous le nom de « falsification des préférences »⁶. Si le biais d'échantillonnage est un défi dans tous les pays, l'Iran présente une difficulté supplémentaire, à savoir la collecte de données qui ne soient pas entachées par le « biais de la peur de l'État »⁷.

5. GAMAAN ou Groupe d'analyse et de mesure des attitudes en Iran (*gurūh-i mutāllī’āt-i afkārsanjī-i īrānīān*) est l'acronyme du mot persan *gamān*, qui signifie à la fois « opinion » et « estimation ». Les publications de GAMAAN sont disponibles à l'adresse suivante : www.gamaan.org.

6. T. Kuran, *Private Truths, Public Lies : The Social Consequences of Preference Falsification*, Cambridge, Harvard University Press, 1997.

7. Z. Zimbalist, « Fear-of-the-state Bias in Survey Data », *International Journal of Public Opinion Research*, 30 (4), 2018, p. 631-651.

Or les enquêtes menées par téléphone et en face-à-face par IranPoll et le World Values Survey (WVS) suggèrent que 98 % des Iraniens se considèrent comme musulmans⁸; la religiosité de la population y paraît si omniprésente et son identification à l'islam quasiment absolue, qu'il semble y avoir peu de place pour toute marge de progression. En outre, 78 % d'entre eux approuvent un système politique régi par des lois religieuses (WVS, Vague 7, 2020). A l'inverse, notre première enquête anonyme en ligne sur les attitudes des Iraniens à l'égard de la religion, menée en juin 2020 auprès d'environ 40 000 répondants locaux, a brossé un tableau totalement différent du rapport numérique entre religieux et non religieux. Après pondération et constitution d'un échantillon représentatif de la population adulte alphabétisée (88 % de la population totale), nous avons constaté que 32 % s'identifiaient comme musulmans chiites, 22 % comme « sans appartenance », 9 % comme athées, 7 % comme spiritualistes et 6 % comme agnostiques, aux côtés de groupes plus petits tels que 0,5 % de bahá'ís⁹ et 0,1 % de juifs¹⁰. Fait marquant : 8 % s'identifient au zoroastrisme, phénomène qui renvoie aux perceptions iraniennes de l'héritage national plutôt qu'il n'est le reflet exact de la petite communauté ethnoreligieuse des zoroastriens autochtones¹¹. En d'autres termes, l'enquête en ligne a permis aux répondants de s'exprimer dans un sens qui était inconcevable dans les enquêtes par téléphone et en face-à-face et qui donc demeurait complètement invisible dans les résultats de ces dernières. L'enquête GAMAAN de juin 2020 a également révélé que 68 % de la population estimaient alors que les prescriptions religieuses devraient être exclues de la législation de l'État, même si les religieux constituent la majorité parlementaire. Inévitablement, le biais d'échantillonnage et l'absence de la population analphabète ont affecté les résultats, mais la disparité frappante avec l'image d'une nation musulmane homogène est trop importante pour être ignorée¹².

8. T. Chisaka, *2021 Opinion Poll in Iran : Sampling Method and Descriptive Statistics*, RSGC-Online Paper Series No. 13, Research Report No. 6, 25 novembre 2021, p. 21. [en ligne].

9. Le bahá'isme est une religion synchrétique et universaliste fondée au XIX^e siècle en Iran.

10. Cf. tableau 6 p. 28 pour un tableau complet des identifications religieuses et non religieuses.

11. Le zoroastrisme était la religion de la Perse avant la conquête arabe du VII^e siècle. Il ne représente plus qu'une minuscule communauté, l'essentiel de la population s'étant convertie à l'islam et une partie de ses adeptes ayant émigré en Inde, où ils ont fondé la communauté des Parsis de Bombay. Pour une analyse complète, cf. M. Stausberg, P. Tamimi Arab et A. Maleki, « Survey Zoroastrians : Online Religious Identification in the Islamic Republic of Iran », *Journal for the Scientific Study of Religion*, 62 (4), 2023, p. 823-844.

12. Voir pour un compte rendu détaillé du processus d'enquête et de sa réception en Iran et à l'échelle internationale, D. Nayeri, « Why Is Iran's Secular Shift So Hard to Believe? How Two Researchers Got to the Heart of a Polling Problem: The Skewing Effect of Fear », *New York Magazine*, 21 octobre 2022.

2. L'essor d'internet en Iran, ses usages et leurs conséquences

Le succès initial de l'enquête du GAMAAN sur la religion en 2020 a ouvert la voie à des collaborations avec les fournisseurs de VPN¹³ et, en 2022, avec les chaînes de télévision par satellite – Iran International et Voice of America Persian – permettant une distribution plus large de l'enquête. Ces fournisseurs de VPN, dont le nombre d'utilisateurs quotidiens varie entre un et dix millions, ont joué un rôle déterminant dans la constitution d'un échantillon représentatif de la population iranienne, selon l'âge, le niveau de vie et la répartition ville/campagne. Le blocage par le régime d'applications telles qu'Instagram et WhatsApp et de sites web tels que YouTube et Google a stimulé la croissance de la couverture par les outils VPN, tandis que celle par les téléphones fixes est en déclin. Selon l'Union internationale des télécommunications, 79 % des Iraniens ont utilisé internet en 2021, avec des taux respectifs de 66 % dans les zones rurales et de 83 % dans les zones urbaines¹⁴. Étant donné qu'environ 12 % de la population adulte est analphabète, selon l'enquête sur la main-d'œuvre de 2022¹⁵, et donc moins susceptible de s'engager dans des applications dépendant de l'alphanumerisation, environ 90 % des Iraniens alphabétisés utilisent internet. De plus, selon l'Institut de sondage des étudiants iraniens à Téhéran, soutenu par le régime, environ 78 % des Iraniens adultes utilisaient au moins une plateforme de médias sociaux¹⁶. Le guide suprême du pays lui-même, Ali Khamenei, est présent sur Instagram, Telegram et X (anciennement Twitter), qui sont tous officiellement interdits au peuple iranien.

Au fil des ans, le peuple a trouvé des moyens créatifs d'utiliser internet. À partir des années 2000, les blogs persans ont proliférés ; par la suite, l'émergence de nouvelles plateformes de médias sociaux a joué un rôle central dans la mobilisation des protestations lors du Mouvement vert¹⁷ qui a suivi l'élection présidentielle contestée de 2009. Des applications pour smartphones telles que WhatsApp ont été utilisées non seulement pour la messagerie privée, mais aussi comme source de nouvelles et d'informations¹⁸. Dans ce climat politique autoritaire, nous avons

13. VPN désigne un réseau privé virtuel, c'est-à-dire un système permettant de créer un lien direct entre des ordinateurs connectés à des réseaux locaux différents. Le VPN isole les échanges entre ces ordinateurs du reste du trafic se déroulant sur des réseaux de télécommunication publics.

14. Cf. « Iran [République islamique d'] : Individuals using the Internet », DataHub, Union internationale des télécommunications, s.d., consulté le 2 décembre 2023, [en ligne].

15. Données du site persan amar.org.ir/work.

16. ISPA, « Latest Results of Social Media Usage in Iran » [en persan], *Iranian Students Polling Agency* (ispa.ir), 13 juin 2022, [en ligne].

17. Le Mouvement vert est un mouvement de protestation contre les résultats, suspectés de falsification, de l'élection présidentielle iranienne de 2009.

18. Sur ces évolutions, voir notamment M. Alimardani et S. Milan, « The Internet as a Global/Local Site of Contestation : The Case of Iran », dans E. Peeren, R. Celikates, J. de Kloet et Th. Poell (éds.), *Global Cultures of Contestation : Mobility, Sustainability, Aesthetics & Connectivity*, Cham, Palgrave Macmillan, p. 171-192.

régulièrement constaté que le manque de moyens d'expression dans la société pousse de nombreuses personnes à participer à des enquêtes en ligne, y compris des musulmans chiites dévots qui soutiennent le régime. L'anonymat offert par les enquêtes en ligne est perçu comme plus sûr que la confidentialité promise par un enquêteur téléphonant au domicile ou frappant à la porte. Cet anonymat permet aux individus d'exprimer sincèrement leurs opinions sur des sujets sensibles liés à la religion et à la politique.

Méthodologie

Au GAMAAN, nous appliquons des méthodes statistiques établies de pondération et d'appariement sur notre grand échantillon initial non représentatif et pour en extraire ainsi un échantillon représentatif¹⁹. Pour évaluer la représentativité de nos enquêtes, nous comparons nos résultats pondérés avec des données externes sur les taux d'emploi et les niveaux de revenu des ménages, ainsi qu'avec des questions non sensibles d'autres enquêtes, notamment celles sur les langues parlées à la maison, la couverture maladie et les attitudes à l'égard de la famille, du travail et des amis. Nous avons toujours observé une forte correspondance entre nos résultats et les questions non sensibles posées par d'autres enquêteurs comme le WVS, ce qui est une indication forte de la représentativité de notre échantillon après pondération ; et qui rend d'autant plus significatives les fortes disparités apparues entre nos enquêtes et les sources officielles quand il s'agit de sujets jugés sensibles en Iran. Des comptes rendus détaillés de ces résultats figurent dans les sections méthodologiques de nos rapports publiés, ainsi que dans des publications universitaires qui analysent en détail diverses formes de biais, de collecte et de pondération des données, ainsi que l'impact de la conception de l'enquête et de la formulation de nos questions. Dans la partie II nous fournissons des informations de base sur l'échantillonnage et les comparaisons les plus importantes, qui en démontrent la représentativité, avec des données externes et des enquêtes probabilistes sur des questions non sensibles. L'accent sera mis sur les résultats pondérés des enquêtes menées en 2020, 2022 et 2023. Ces résultats offrent des indications précieuses sur le clivage entre laïcs et religieux en Iran. Nous décrivons ce que les musulmans chiites auto-identifiés et d'autres groupes religieux et non religieux ont à dire sur le hijab obligatoire, la laïcité politique et les manifestations nationales, ainsi que sur la confiance qu'ils accordent aux chaînes de télévision anti-régime et pro-régime.

19. Cf. A. Mercer, A. Lau et C. Kennedy, « For Weighting Online Opt-in Samples, What Matters Most? », Pew Research Center, 2018. [en ligne].

3. Le clivage entre laïcs et religieux : des interprétations diverses

Avant d'aborder les résultats de nos enquêtes et de proposer notre interprétation, nous commencerons par examiner comment d'autres chercheurs conceptualisent l'interaction entre sécularisation et religiosité dans l'Iran moderne.

La révolution islamique a depuis longtemps suscité une vague de publications cherchant à comprendre cette « révolution impensable »²⁰. Le mécontentement croissant de la société iranienne à l'égard du régime religieux a rapidement amené les chercheurs à se demander si une évolution vers la laïcité était en cours et quelles en seraient les implications²¹. L'attention portée par les chercheurs à la sécularisation s'est intensifiée, reflétant l'influence omniprésente des valeurs et des concepts séculiers dans la vie quotidienne et dans les expressions publiques des Iraniens.

Un sociologue qui a analysé les données quantitatives, Abdolmohammad Kazemipur, observe un « glissement tectonique » vers la sécularisation de la société. Il critique la notion d'« exceptionnalisme musulman », qui postule que les Iraniens et d'autres peuples d'Asie et d'Afrique sont intrinsèquement islamiques. « Les changements religieux dans l'Iran d'après 1979 », affirme-t-il, « ressemblent à certains des cas les plus extrêmes de sécularisation dans l'Occident moderne »²². Il s'agit d'une affirmation audacieuse, étant donné que le même Kazemipur s'appuie sur le World Values Survey (WVS), qui indique qu'en 2020, la quasi-totalité des Iraniens s'identifiaient comme musulmans et que 78 % d'entre eux considéraient qu'un système politique régi par la loi religieuse était « assez » ou « très bon »²³. Si les interprétations de Kazemipur sur la société iranienne sont en grande partie exactes au regard des enquêtes qualitatives,

20. Ch. Kurzman, *The Unthinkable Revolution in Iran*, Cambridge, Harvard University Press, 2004.

21. Voir sur cette évolution A. Kian-Thiébaut, *Secularization of Iran : A Doomed Failure ? The New Middle Class and the Making of Modern Iran*, Paris, Peeters, 1998.

22. A. Kazemipur, *Sacred as Secular : Secularization under Theocracy in Iran*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2022, p. 7. Voir aussi J.D. Eller et N. Khazaal [éd.s], *Nonbelievers, Apostates, and Atheists in the Muslim World*, Londres, Routledge, 2025. Voir également D. Reynié [dir.], *Le xx^e siècle du christianisme*, éditions du Cerf, coll. Lexio, 2023 : « Les données les plus récentes enregistrent une poussée de l'athéisme dans le monde arabe, probablement sous-estimée car il est assez difficile de le déclarer. Entre 2013 et 2018-2019, la proportion de personnes se considérant sans affiliation religieuse est passée de 8 % à 13 %. Plus encore, l'augmentation la plus forte est enregistrée chez les moins de 30 ans, ce qui présage d'un maintien de cette tendance. Parmi ceux-là, 18 % s'identifient comme non religieux. En Algérie, une vaste enquête, "Generation what ? Algérie", consacrée aux jeunes, conduite en 2019 par Belkacem Mostefaoui auprès des 18-34 ans, montre que "Très majoritairement, la jeunesse algérienne approuve la séparation de la religion et de l'Etat" et que "un tiers des jeunes hommes (32 %) affirment pouvoir être heureux sans croyances religieuses. Un quart des jeunes filles (25 %) partagent le même sentiment". Seul le Yémen a connu une baisse de l'athéisme dans cette classe d'âge ». Cette enquête a été présentée par El Watan [18 avril 2019]. Voir sur cette enquête l'interview de B. Mostefaoui sur France Info [en ligne], et un article de M. Benfodil [en ligne]. Voir aussi BBC, "The Arab world in seven charts: Are Arabs turning their backs on religion?", 24 juin 2019. Les données sur le monde arabe proviennent du Arab Reform, un réseau de recherche indépendant qui réalise depuis 2006 des enquêtes d'opinion dans les sociétés arabes (www.arabbarometer.org). Voir enfin Yadh Ben Achour, *L'islam et la démocratie ? Une révolution intérieure*, Paris, Gallimard, 2020, p. 274.

23. WVS 2020, Vague 7.

elles se heurtent aux données quantitatives des enquêtes officielles sur l'identification massive à l'islam et le soutien au régime, données qu'il utilise lui-même, aboutissant ainsi à un casse-tête méthodologique. Kazemipur résout cette contradiction en examinant la manière dont le séculier a imprégné le sacré. Dans le sillage de la révolution et de la guerre Iran-Irak, il affirme que l'implication de la République islamique dans les affaires profanes a déclenché un processus de sécularisation institutionnelle : la rencontre du séculier et du religieux n'a pas donné l'avantage à la religion, mais a plutôt constraint l'État à être moins obsédé par les prescriptions religieuses et à se concentrer davantage sur la gestion des affaires publiques. Kazemipur affirme même que l'État « semble théocratique mais est laïc par nature »²⁴. Cette affirmation nous semble très contestable. Kazemipur peut avancer cet argument parce qu'il fait la distinction entre caractère secondaire des idées religieuses et véritables causes sociales, qualifiant la religion d'« épiphénomène » par rapport au domaine séculier. Historiquement, ce rejet pur et simple de l'influence de la religion – réduisant la perspective religieuse à une simple façade par rapport à l'infrastructure économique – a conduit de nombreux membres de la gauche à sous-estimer le potentiel théocratique du nouveau régime à l'époque de la révolution islamique. Cette connaissance ne permet pas non plus de comprendre pourquoi les Iraniens prennent aujourd'hui de plus en plus leurs distances avec l'islam lui-même.

On pourrait certes affirmer que l'islam n'est pas sur le point de disparaître, mais, comme l'affirme Mahmoud Pargoo, que sa sécularisation serait en cours dans l'Iran postrévolutionnaire. Pargoo affirme, par exemple, que les justifications du hijab obligatoire ont évolué depuis les années 2000 :

« Si le hijab est toujours obligatoire dans les espaces publics, de nouvelles conceptions émergent de plus en plus, qui le dissocient d'une édition purement religieuse et le justifient par d'autres critères : utilitaires (protection de la famille ou des liens conjugaux), nationaux (ses prétendues racines dans la culture persane ancienne) ou juridiques (toutes les sociétés ont des règles minimales en matière d'habillement et l'Iran ne fait pas exception à la règle). Dans ce contexte, si le hijab reste au cœur de l'identité religieuse, il est justifié par des arguments séculiers plutôt que par la charia. En d'autres termes, une règle religieuse est en train d'être sécularisée²⁵ ».

24 A. Kazemipur, *Sacred as Secular : Secularization under Theocracy in Iran*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2022, p. 34.

25 M. Pargoo, *Secularization of Islam in Post-Revolutionary Iran*, Londres, Routledge, 2021, p. 108.

En Iran, l'utilisation d'un raisonnement séculier pour rationaliser les commandements religieux a donné naissance à un hybride particulier ; ce que l'on appelle la république islamique est en fait un amalgame disparate – une créature à la Frankenstein, même – de la modernité. Ainsi, à la suite des manifestations de 2022, les femmes qui refusaient de porter le hijab ont été soumises à un traitement psychologique après que des juges leur eurent diagnostiqué un « trouble antisocial de la personnalité ». Cette politique orwellienne reflète des modes de pensée où les hypothèses sous-jacentes sont profanes et doivent s'aligner sur les normes scientifiques²⁶.

L'anthropologue Alireza Doostdar va plus loin dans la déconstruction de la frontière entre le profane et le religieux en démêlant les enchevêtements historiques qui persistent encore aujourd'hui. Dans son étude ethnographique sur la croyance aux djinns, il met en lumière les conflits du xx^e siècle entre la science et la religion, entre les intellectuels laïcs et les religieux, et entre les citoyens non religieux et religieux aujourd'hui²⁷. Le récit ethnographique tend à présenter une image quelque peu exotique de la « métaphysique iranienne », au prix d'une minimisation de l'impact de la sécularisation et du conflit qui en découle avec les formes traditionnelles d'apprehension du monde : or on assiste à une rupture avec ces formes plutôt qu'à leur continuation, contrairement à ce que pense Doostdar. Par exemple, il décrit un éminent critique de la classe cléricale, Ahmad Kasravi (1890-1946), comme étant fasciné par le spiritualisme – l'argument de Doostdar étant que Kasravi n'était pas aussi laïc qu'on pourrait le penser. Cependant, Doostdar oublie d'informer ses lecteurs occidentaux que Kasravi a été assassiné par des islamistes qui l'accusaient de blasphème.

Une autre façon de conceptualiser la relation entre laïcité et religion est de faire valoir l'émergence d'une conscience postislamique, voire « post-séculière », pour reprendre l'expression d'Habermas²⁸. À l'époque du Mouvement vert et du Printemps arabe, Asef Bayat a écrit sur le désenchantement de la jeunesse iranienne qui aspirait simplement à une vie normale : elle cherchait à avoir des relations amoureuses, aspirait à un mode de vie de classe moyenne avec des possibilités de croissance et de découverte et, selon lui, elle ne rejettait pas nécessairement la religion mais combinait la dimension religieuse avec un certain plaisir de vivre –

26. Pour une étude historique de cette contradiction apparente, voir A. Ghajarjazi, *Irrationalities in Islam and Media in 19th-Century Iran : Faces of Modernity*, Leyde, Leiden University Press, 2022.

27. A. Doostdar, *The Iranian Metaphysicals : Explorations in Science, Islam, and the Uncanny*, Princeton, Princeton University Press, 2018.

28. Cf. Jürgen Habermas : « Qu'est-ce qu'une société "post-séculière" ? », *Le Débat*, Gallimard, 2008/5, n° 152, p. 4-15.

une attitude fondamentalement en décalage avec la religion austère du régime²⁹. Si certaines féministes ont cherché à réinterpréter les lectures patriarcales du Coran, Bayat note sobrement que le régime iranien n'a pas hésité à emprisonner ces réformateurs³⁰. De même, Ziba Mir-Hosseini, dans un aperçu de la façon dont les femmes iraniennes ont de plus en plus revendiqué l'égalité des droits depuis la révolution islamique, ne met pas l'accent sur la lutte entre les laïcs et les islamistes, mais plutôt sur des transformations culturelles subtiles mais profondes : citant le philosophe islamique Abdolkarim Soroush, Mir-Hosseini explique ainsi comment, au cours des quatre dernières décennies, le concept islamique d'honneur lié au genre a cédé la place à une croyance populaire selon laquelle chaque femme possède des droits humains inaliénables impliquant une revalorisation à la fois juridique et culturelle de sa condition. Elle souligne que la lutte pour l'égalité des sexes ne doit pas être réduite à une position contre l'islam, mais doit plutôt être considérée comme faisant partie d'une lutte plus large contre le despotisme et le patriarcat³¹.

4. La sécularisation de la protestation

Aujourd'hui, la tension entre la religiosité et la laïcité est tellement présente dans les appels à la démocratisation que les militants prônent la « démocratie séculière » – en utilisant les mêmes mots anglais en persan, et parfois le mot français de « laïcité ». Des personnalités comme Soroush – qui a fait partie du conseil de la révolution culturelle chargé de superviser la purge et l'islamisation des universités, avant d'être loué dans son exil en Occident comme un Luther de l'islam – expriment leur frustration face à des militants qui utilisent le langage de la laïcité tout en éludant l'islam³². Cette frustration repose sur une base sociétale. On observe un changement significatif de la place de la religion lorsqu'on compare les manifestations du Mouvement vert de 2009 avec les manifestations nationales de 2022. Alors que le Mouvement vert était centré sur des demandes d'élections équitables et reprenait les symboles du régime (à commencer par la couleur verte, la couleur de l'islam), les manifestants de 2022 appellent ouvertement à la fin de la République islamique et intègrent l'irrévérence dans leurs protestations : ils remettent en question la vénération des figures musulmanes sacrées, font tomber les turbans de la tête des religieux dans les rues, scandent « les mollahs doivent disparaître » et vilipendent l'islam et les musulmans.

29. A. Bayat, *Life As Politics : How Ordinary People Change the Middle East*, Stanford, Stanford University Press, 2010.

30. *Ibid.*, p. 104-107.

31. Z. Mir-Hosseini, « Islam, Gender, and Democracy in Iran », dans J. Cesari, J. Casanova (éds.), *Islam, Gender, and Democracy in Comparative Perspective*, New York et Oxford, Oxford University Press, p. 211-236.

32. A. Soroush, « Réponse à la Charte Mahsa » [en ligne, en audio, en persan].

Pour comprendre ces développements, nous ne pouvons éviter dans le cadre de notre analyse quantitative de concevoir le séculier comme en opposition au religieux, du moins en partie. Par « religieux », nous entendons ici les personnes qui s'identifient elles-mêmes comme religieuses ou avec un groupe religieux, indépendamment du fait qu'elles croient ou non en une force supérieure et aux phénomènes qui y sont liés. D'un point de vue théologique et philosophique, on pourrait faire valoir qu'il s'agit là d'une notion restrictive de la religiosité. Nous ne contestons pas ce point de vue, mais nous adoptons une perspective sociologique qui se concentre sur le point de vue des personnes interrogées : celles-ci peuvent se dire « non religieuses », même si elles croient en Dieu ou pratiquent des rites comme la prière. Par « laïcs », nous entendons au sens large les personnes favorables à la séparation de la religion et de l'État, ce qui inclut les chiites qui s'opposent à la théocratie, mais surtout les groupes qui se considèrent comme « moins religieux » ou « pas du tout religieux », tels que les spiritualistes, les agnostiques et les athées. S'il n'y avait pas de différences significatives liées au critère religieux dans les réponses des divers groupes aux questions relatives à la gouvernance laïque, nous n'aurions tout simplement pas parlé de clivage.

II. LES ENQUÊTES DU GAMAAN (2019-2023) : CONCEPTION ET MÉTHODE

1. Les enquêtes de 2019 et 2020 : un défi méthodologique

L'avantage des enquêtes probabilistes réside dans le fait que le biais d'échantillonnage est minime, ce qui garantit une plus grande représentativité. Toutefois, même si les enquêteurs ne demandent pas d'informations personnelles identifiables lors des enquêtes téléphoniques ou en face-à-face, de nombreux Iraniens se sentiront toujours mal à l'aise en raison de la présence constante de l'État dans leur esprit. Or les chercheurs ne peuvent évidemment rien faire pour corriger les données si les personnes interrogées n'expriment pas leur véritable opinion. Les enquêtes anonymes non probabilistes en ligne, lorsqu'elles sont correctement conçues et administrées peuvent atténuer ce biais lié à la peur de l'État et réduire les erreurs de mesure. Cependant, elles peuvent souffrir d'un biais d'échantillonnage, puisque les personnes enclines à exprimer des opinions critiques à l'égard du régime iranien sont plus susceptibles de participer que celles qui ne le sont pas. Toutefois, il est possible d'équilibrer un échantillon non probabiliste et recueilli de manière à garantir l'anonymat, afin qu'il corresponde à une population cible pour

le rendre plus représentatif. Un tel objectif est difficile à atteindre, car il nécessite des échantillons de grande taille contenant des données de haute qualité et garantissant la participation de divers groupes démographiques. Heureusement, il a été possible pour le GAMAAN d'obtenir à plusieurs reprises des échantillons aussi importants grâce à la volonté de la population – en raison du contexte iranien très spécifique – de partager en masse les liens de l'enquête et à l'utilisation innovante par le GAMAAN des technologies des médias numériques³³.

L'une de nos premières tentatives de collecte de données a consisté en un simple sondage intitulé « République islamique : oui ou non ? » diffusé en 2019 à l'occasion du quarantième anniversaire du référendum sur l'instauration d'une république islamique. Ce sondage, réalisé via la plateforme SurveyMonkey, a recueilli plus de 170 000 réponses en Iran³⁴; cette taille d'échantillon et d'autres décrites ci-dessous reflètent la taille après nettoyage des données – par exemple, en supprimant les répondants qui n'ont pas répondu correctement aux questions destinées à détecter les réponses qui seraient générées par des robots, ou qui ne résidaient pas en Iran, ou qui ont donné des réponses contradictoires comme le fait de ne pas avoir atteint l'âge de voter en 2017 et pourtant d'avoir 30 ans et plus. Après pondération – en utilisant les variables du sexe, de l'âge, de l'éducation, de la province, de la région (urbaine et rurale) et du comportement électoral lors de l'élection présidentielle de 2017 – 71 % des personnes interrogées ont indiqué qu'elles ne choisirraient en aucun cas la république islamique lors d'un hypothétique référendum libre. Les résultats ont suscité une grande attention sur les médias sociaux ; en réponse, le régime a bloqué SurveyMonkey en Iran.

En juin 2020, l'enquête lancée sur la religion a également attiré l'attention, permettant d'échantillonner environ 40 000 répondants en Iran en deux semaines, y compris des personnes issues de diverses catégories telles que des femmes sans éducation supérieure, des personnes à faible revenu, des habitants des zones rurales, des groupes marginalisés et des partisans du régime. Des affiches publicitaires conçues pour divers groupes ont circulé et attiré des échantillons provenant de différents horizons. L'enquête a été attaquée par des robots, qui ont été interceptés par le système CAPTCHA. Après pondération par des variables imbriquées – tenant compte des proportions de variables démographiques combinées

33. La méthodologie du GAMAAN combine des techniques d'échantillonnage, notamment l'échantillonnage en boule de neige [en utilisant de multiples chaînes de référence], l'échantillonnage en rivière [en utilisant des échantillons en ligne opt-in via les médias sociaux], l'échantillonnage en réseau [en lançant des « graines » pour diffuser l'enquête au sein de réseaux spécifiques] et l'échantillonnage par quotas [en utilisant un suivi en temps réel de la distribution socio-démographique des échantillons et en lançant de nouvelles graines pour améliorer la qualité de l'échantillon].

34. A. Maleki, *Survey Report on « The Islamic Republic : Yes or No »*, GAMAAN, avril 2019 [en ligne].

telles que l'âge par l'éducation – la taille effective de l'échantillon a atteint 1 911 personnes.

Les résultats ont révélé un changement dans l'appartenance religieuse, 47 % affirmant être passés de religieux à « sans religion » au cours de leur vie (*az dīn'dārībih bī'dīnīrisīdah'am*), tandis que la quasi-unanimité (90 %) s'identifiait comme issue de familles croyantes ou pratiquantes. Cette transformation est corroborée par des indicateurs externes, tels que le déclin de la sélection de noms musulmans pour les nouveau-nés. En 2000, 6,2 % des garçons s'appelaient Muhammad ; en 2017, ce pourcentage était tombé à 2,7 %. Au cours de la même période, l'important prénom chiite Ali pour les garçons est passé de 7,9 % à 2,5 %, et le prénom Fatima pour les filles est passé de 13,8 % à 5,1 %. L'agrégation des principaux prénoms musulmans montre un déclin constant qui a commencé dans les années 2000, c'est-à-dire lorsque les générations postrévolutionnaires ont commencé à avoir des enfants³⁵. Ce changement se voit dans la moindre fréquentation des mosquées, au point qu'un éminent dignitaire religieux affirme que 50 000 mosquées sur près de 75 000 sont fermées³⁶. Quoique nous n'ayons aucun moyen de vérifier cette affirmation, les résultats GAMAAN vont dans le même sens. Cette rupture est aussi soulignée par les lamentations publiques de l'establishment clérical sur l'engagement de la jeunesse dans l'enseignement des séminaires dont ils constatent le déclin par rapport au temps de leur propre jeunesse³⁷.

2. Les enquêtes de 2022 et 2023 : changement de dimension et d'échantillonnage

L'expérience acquise lors de l'enquête sur la religion de 2020 a servi de base à la conception des enquêtes suivantes, qui ont également comparé les résultats non sensibles sur le plan politique avec d'autres enquêtes probabilistes afin d'évaluer la représentativité des personnes interrogées. Le régime ayant bloqué les principales applications de médias sociaux, l'approche du GAMAAN a évolué pour intégrer l'échantillonnage par le biais d'outils VPN et, dans un cas, par le biais de chaînes de télévision par satellite également. En décembre 2022, une enquête sur les manifestations nationales a permis d'obtenir un échantillon substantiel de plus de 158 000 répondants en Iran (et plus de 42 000 en dehors du pays). Après pondération, toujours avec des variables croisées, les résultats ont indiqué que 81 % des Iraniens s'opposaient à la notion même

35. Depuis 2017, l'Organisation nationale de l'état civil de la République islamique [Sabit Ahval] a cessé de publier les chiffres exacts des prénoms en ligne.

36. *Iran International*, « Fall In Mosque-Goers In Iran Now «Highly Alarming» – Minister », 12 décembre 2023.

37. *Iran International*, « Leading Seminarian Says Iranian Clerics Losing Popularity », 25 octobre 2023.

de république islamique, confirmant l’interprétation établie selon laquelle les positions réformistes ont perdu en popularité³⁸.

En décembre 2022, Psiphon, qui fournit un accès non censuré au contenu internet, a permis aux Iraniens de se connecter à l’enquête GAMAAN sur les manifestations nationales. Si le GAMAAN continue de s’appuyer sur les médias sociaux pour diffuser l’enquête, il a de plus en plus recours à « l’échantillonnage VPN » à mesure que la couverture par les outils VPN s’étend (voir les figures 1 et 2). En 2023, le centre de recherche du Parlement de la République islamique estimait que 90 % des internautes iraniens utilisaient une application VPN payante ou gratuite³⁹.

L’enquête de juillet 2023 a recueilli des échantillons de plus de 38 000 personnes alphabétisées âgées de 20 ans et plus, résidant en Iran. Des variables croisées ont été utilisées pour la pondération, ce qui a permis d’obtenir une taille d’échantillon effectif exceptionnelle de 8 108 personnes grâce à des données de grande qualité. Contrairement aux enquêtes précédentes, la variable du comportement électoral en 2017 n’a pas été utilisée pour pondérer l’échantillon final, car elle était devenue de moins en moins fiable au fil du temps. Nous n’avons pas pu mettre à jour cette variable en utilisant le résultat de l’élection de 2021, car celui-ci a été largement perçu comme ayant été manipulé. Toutefois, la méthode d’échantillonnage aléatoire à l’aide d’outils VPN a permis de garantir que l’échantillon brut de l’enquête comprenait déjà une distribution relativement équilibrée de répondants ayant diverses orientations politiques. Pour vérifier cette affirmation, on peut examiner les réponses à une question du World Values Survey sur l’orientation politique des répondants. Il a été déterminé que ceux qui soutiennent « les principes de la révolution islamique et du guide suprême » (les « principialistes » ou « conservateurs ») constituaient 12 % de l’échantillon pondéré, ce qui correspond à la base sociale de ce groupe dans les enquêtes précédentes du GAMAAN : 11,4 % en décembre 2022. En outre, dans une question révélatrice de la WVS sur des élections hypothétiques⁴⁰, 15,6 % ont exprimé leur intention de voter pour les conservateurs. Étant donné que les partisans de ces derniers ne sont pas retenus par la peur de l’État qui affecte les groupes ayant d’autres orientations politiques, nous estimons que les résultats pondérés du GAMAAN et les résultats de l’enquête probabiliste du WVS, qui ne diffèrent que de 4 points de pourcentage, se situent dans la fourchette correcte pour évaluer le poids des conservateurs.

38. Cf. également A. Beidollahkhani, « Discourse Formation of Political Dissents via Twitter: Political Sociology of the Subversion Discourse in the Islamic Republic of Iran », *Sociological Research Online*, 27 (4), p. 1020-1039.

39. *Donya-e Eqtesad*, « Who are the VPN Mafia? », 12 décembre 2023 [en ligne, en persan].

40. WVS 2020, Vague 7, 0223.

Figure 1. Moyens d'accès à l'enquête GAMAAN de décembre 2022 (après pondération)

Sur quelle plateforme avez-vous pris connaissance de cette enquête ? (en %)



Enquête de décembre 2022

Figure 2. Moyens d'accès à l'enquête GAMAAN de juillet 2023 (après pondération)

Sur quelle plateforme avez-vous pris connaissance de cette enquête ? (en %)



Enquête de juillet 2023

Tableau 1. Comparaison des variables démographiques entre le GAMAAN et les statistiques officielles iraniennes (en %)

Variables démographiques		GAMAAN						Centre statistique d'Iran
		Brut			Pondéré			
		Juin 2020	Décembre 2022	Juillet 2023	Juin 2020	Décembre 2022	Juillet 2023	2022
Sexe	Femmes	31.9	38.0	19.7	47.0	47.0	47.9	47.9
	Hommes	68.1	62.0	80.3	53.0	53.0	52.1	52.1
Âge	20-29 ans	28.4	17.8	8.8	30.4	30.4	19.9	19.9
	30-49 ans	61.0	66.5	60.0	51.4	51.6	53.9	53.9
	50 ans et plus	10.6	18.8	31.2	18.2	18.1	26.2	26.2
Éducation	Éducation primaire et secondaire	14.6	20.1	30.0	72.0	72.0	72.3	72.3
	Éducation universitaire	85.4	79.9	70.0	28.0	28.0	27.7	27.7
Région	Zones rurales	3.5	3.5	5.3	20.4	20.4	19.7	19.7
	Zones urbaines	96.5	96.5	94.7	79.6	79.6	80.3	80.3

Variables démographiques	GAMAAN						Centre statistique d'Iran 2022	
	Brut			Pondéré				
	Juin 2020	Décembre 2022	Juillet 2023	Juin 2020	Décembre 2022	Juillet 2023		
Province	Azerbaijan oriental	2.5	3.0	4.2	4.8	4.8	4.8	
	Azerbaijan occidental	1.8	1.9	2.3	3.6	3.6	3.7	
	Ardabil	0.5	0.7	1.2	1.5	1.5	1.4	
	Ispahan	6.1	6.4	9.4	6.9	6.9	6.9	
	Alborz	4.8	5.7	4.8	3.8	3.8	3.8	
	Ilam	0.4	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7	
	Bouchir	0.9	1.0	1.0	1.5	1.5	1.4	
	Téhéran	40.7	39.9	29.4	19.1	19.1	18.7	
	Chahar Mahal et Bakhtiari	0.5	0.6	0.9	1.1	1.1	1.1	
	Khorassan du Sud	0.4	0.4	1.0	0.9	0.9	0.9	
	Khorassan Razavi	7.6	5.9	6.3	7.8	7.8	8.0	
	Khorassan du Nord	0.6	0.6	0.8	0.9	0.9	0.9	
	Khuzestan	3.2	3.3	3.5	5.4	5.4	5.5	
	Zanjan	0.8	0.8	0.9	1.3	1.3	1.3	
	Semnan	0.7	0.6	0.7	1.0	1.0	1.0	
	Sistan-Balouchistan	1.1	0.7	0.8	2.1	2.1	2.4	
	Fars	5.4	5.7	7.6	6.3	6.3	6.2	
	Ghazvin	1.2	1.1	1.1	1.6	1.6	1.6	
	Qom	1.5	1.0	1.0	1.6	1.6	1.6	
	Kurdistan	2.0	1.7	2.0	1.8	1.8	1.8	
	Kerman	1.5	1.5	2.0	3.6	3.6	3.9	
	Kermanshah	1.7	1.9	2.2	2.4	2.4	2.3	
	Kohkiluyeh and Buyer Ahmad	0.4	0.4	0.5	0.8	0.8	0.8	
	Golestan	1.0	1.0	2.2	2.2	2.2	2.1	
	Gilan	3.4	4.2	3.3	3.5	3.5	3.4	
	Lorestan	1.0	1.1	1.9	2.0	2.0	2.0	
	Mazanderan	3.6	3.6	3.3	4.5	4.5	4.5	
	Markazi	1.2	1.2	1.3	1.8	1.8	1.8	
	Hormozgan	1.2	1.3	1.3	2.0	2.0	2.1	
	Hamadan	1.1	1.1	1.5	2.1	2.1	2.0	
	Yazd	1.1	1.0	1.2	1.4	1.4	1.5	
Taille de l'échantillon		39 981	158 395	38 445	1 911	1 498	8 108	-

* Population alphabétisée de 20 ans et plus. Des divergences mineures sont dues à l'utilisation dans les enquêtes GAMAAN de 2020 et 2022 du recensement de 2016 (Centre Statistique d'Iran, 2017) pour effectuer la pondération que l'enquête de juillet 2023 a réalisée à partir des statistiques sur la main-d'œuvre de 2022 (Centre Statistique d'Iran, 2022).

Tableau 2. Taux d'emploi national selon les enquêtes GAMAAN et les statistiques officielles sur la main-d'œuvre iranienne* (en %)

	GAMAAN (Juin 2020)			GAMAAN (Décembre 2022)			GAMAAN (Juillet 2023)		
Statut	Brut	Pondéré	Statistiques officielles	Brut	Pondéré	Statistiques officielles	Brut	Pondéré	Statistiques officielles
Employé	62.6	45.1	42.0	62.9	42.1	42.2	61.1	45.6	42.2
Taille de l'échantillon	39 981	1 911	-	158 395	1 498	-	38 445	8 108	-

* Les données GAMAAN et les statistiques officielles sur la main-d'œuvre portent sur la population alphabétisée de 20 ans et plus.

Tableau 3. Répartition des revenus des ménages dans les enquêtes GAMAAN (en %)

Revenus des ménages par décile*	GAMAAN 2022-2023				Statistiques iraniennes
	Brut Décembre 2022	Pondéré Juillet 2023	Pondéré Décembre 2022	Pondéré Juillet 2023	
Bas revenus (3 premiers déciles) (Inférieurs à 40 millions de Rials/mois)	11.0	14.9	26.4	28.2	30
Revenus moyens (3 derniers déciles) (entre 40 et 70 millions Rials/mois)	24.2	23.0	31.4	29	30
Hauts revenus (quatre derniers déciles) (Supérieurs à 70 millions de Rials/mois)	64.8	62.1	42.2	42.8	40
Taille de l'échantillon	158 395	38 445	1 696	8 108	-

* La distribution théorique du revenu devrait être de 10 % pour chaque décile. Sources pour le revenu mensuel des ménages en 2022 : Eghesad News, « Identification des tranches de revenu des ménages sur la base du revenu mensuel », 5 décembre 2020 [en ligne, en persan]. Et Eco-Iran, « Déciles de revenu mensuel des ménages en juin 2021 », 7 juillet 2021 [en ligne, en persan].

Tableau 4. Répartition linguistique selon le GAMAAN et Ethnologue* [en %]

Groupe linguistique	GAMAAN 2022-2023				Ethnologue 2021*
	Brut Décembre 2022	Brut Juillet 2023	Pondéré Décembre 2022	pondéré Juillet 2023	
Persan	79.9	74.4	68.5	68.2	60.1
Turc/Azeri	6.9	9.3	9.9	10.6	12.9
Kurde	4.8	4.9	6.5	5.2	5.7
Louri	3.0	3.5	4.7	4.0	4.8
Arabe	0.3	0.5	0.8	0.9	1.8
Gilaki	1.3	1.3	1.7	1.7	2.9
Mazandarani	0.8	1.1	1.6	1.4	2.7
Balouch	0.5	0.5	1.7	2.0	1.4
Laki	0.5	0.8	0.8	0.9	1.4
Turkmène	0.2	0.4	0.4	0.4	0.9
Tati	0.1	0.3	0.4	0.4	0.6
Arménien	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Autre	1.7	2.9	2.7	4.2	4.7
Taille de l'échantillon	158 395	38 445	1 696	8 108	-

* Ethnologue est une base de données linguistiques à l'échelle mondiale [en ligne]. Il ne mène pas d'enquête mais compile les estimations des linguistes. Dans ce tableau, le groupe Louri peut recouper le groupe Bakhtiari. Des écarts peuvent être causés par ces différences d'approche et par le fait que le GAMAAN n'a retenu que la population adulte alphabétisée. Pour une évaluation critique de l'estimation numérique des groupes linguistiques en Iran, voir S. Moradi, « Languages of Iran: Overview and Critical Assessment », dans S.D. Brunn et R. Kehrein [éds], *Handbook of the Changing World Language Map*, Cham, Springer, p. 1171-1202. Pour une autre comparaison allant dans le même sens mais offrant moins de données sur les petits groupes linguistiques, voir aussi la vague 7 du World Value Survey.

Tableau 5. Assurance maladie selon le GAMAAN et l'ISPA (Agence de sondage des étudiants iraniens) [en %]

Assurance	GAMAAN 2022-2023				ISPA Mars 2022
	Brut Dec 2022	Brut Juillet 2023	Pondéré Dec 2022	Pondéré Juillet 2023	
Sécurité sociale	54.9	51.8	47.9	48.4	50.7
Assurance maladie iranienne	8.8	8.9	7.9	10.3	7.8
Salamat	5.8	13.2	9.6	9.7	7.2
Roostaa	1.2	2.1	6.3*	6.4*	9.8
Assurance maladie militaire	2.7	2.7	2.9	2.5	3.4
Autre assurance	1.5	2.5	1.8	2.3	2.9
Sans assurance	25.0	18.7	23.7	20.5	17.6
Taille de l'échantillon	158 395	38 445	1 696	8 108	1 591

* Les différences s'expliquent parce que le GAMAAN s'est limité à la population alphabétisée, tandis que l'ISPA a considéré l'ensemble de la population. Ceci peut expliquer pourquoi le groupe assuré par Roosta, destiné à la population rurale (moins alphabétisée) est sous-représenté dans les résultats du GAMAAN.

III. LES RÉSULTATS D'ENSEMBLE : RELIGIOSITÉ, SÉCULARISATION ET DISSIDENCE

Alors que les résultats de l'enquête GAMAAN concernant les questions non sensibles sur le plan politique concordent largement avec les résultats des enquêtes probabilistes en face-à-face et par téléphone, les résultats concernant la religion et la politique – en d'autres termes, les sujets sensibles – présentent d'énormes divergences. Dans les sections suivantes, nous présentons les résultats de l'enquête GAMAAN concernant les groupes religieux et non religieux auto-identifiés. En outre, nous présentons des tableaux croisés concernant le hijab obligatoire, les manifestations nationales de 2022 et la consommation de médias. Cette analyse vise à offrir une compréhension plus large du clivage entre laïcs et religieux.

1. Groupes religieux et non religieux

L'objectif principal de l'enquête GAMAAN 2020 sur la religion était d'explorer les affiliations informelles à un large éventail de croyances religieuses et non religieuses. Les personnes interrogées devaient répondre à la question suivante : « Quelle option correspond le plus à votre croyance et à votre foi (*bāvar va i'tiqād-i shumā*) ? » Notamment, dans cette enquête, seuls 32 % se sont identifiés à l'islam chiite et 5 % à l'islam sunnite. En outre, 22 % ont indiqué qu'ils n'étaient affiliés à aucune appartenance (religieuse ou non religieuse) spécifique (*hīchkudām*, « aucune »). En outre, 6 % se sont déclarés agnostiques (*nadānam-girā*) et 9 % athées (*āti'īst, khudānābāvar*). En mettant en évidence la diversité de l'Iran sur la question religieuse, cette enquête a remis en question l'idée longtemps entretenue d'une nation musulmane très homogène.

Citant cette recherche, *The Economist* a ironisé sur « l'État non chiite », suggérant que « la répression stimule le rejet du credo officiel⁴¹ ». Nous estimons que cette interprétation est exacte, car elle répond à la question incontournable de savoir ce qu'il est advenu de la population musulmane de l'Iran. L'enquête a révélé qu'une majorité substantielle (78 %) déclare toujours croire en Dieu. Parmi ceux qui s'identifient comme « sans appartenance », 73 % professent une croyance en Dieu. Cette constatation nous a incités à incorporer une catégorie distincte dans les enquêtes ultérieures (à partir de 2022 et 2023), axée sur l'identification religieuse informelle, personnelle et non confessionnelle, à savoir les « croyants

41. *The Economist*, « Disenchanted Iranians Are Turning to Other Faiths : Repression Is Spurring Alienation from the Official Creed », 21 janvier 2021.

en Dieu » qui ne se considèrent pas comme « religieux » (*khudā'bāvar ammā ghayr-i'mazhabī*). En outre, sur la base des commentaires des répondants, nous avons inclus « Yarsan⁴² » et « Humaniste » (*insān-girā*) comme options. Ces ajustements ont eu des effets intéressants sur les résultats ultérieurs. Le tableau 6 illustre les résultats des enquêtes de 2020, 2022 et 2023.

Tableau 6. Groupes religieux et non religieux selon les trois enquêtes en ligne (résultats pondérés) [en %]

Quelle réponse est la plus proche de votre croyance et de votre foi? [<i>bāvar va l'tiqād-i shumā</i>]?*	GAMAAN		
	Juin 2020 Enquête Religion	Décembre 2022 Enquête Protestation	Juillet 2023 Enquête Média
Chiite	32.2	37.8	37.9
Sans appartenance	22.2	8.5	6.6
Croyant en Dieu non religieux	-	26.4	17.3
Humaniste	-	-	16.1
Athée	8.8	7.4	6.5
Agnostique	5.8	2.6	1.6
Sunnite	5.0	5.1	4.9
Spiritualiste	7.1	2.6	1.6
Zoroastrien	7.7	4.6	2.8
Mystique (Soufi)	3.2	0.9	1.0
Chrétien	1.5	0.3	0.5
Yarsan	-	0.5	0.3
Baha'i	0.5	0.2	0.2
Juif	0.1	0.15	0.1
Autre	5.9	2.95	2.9

* Un tiret indique que la réponse correspondante n'était pas offerte dans l'enquête.

Collectivement, environ 40% de la population alphabétisée – qui constitue, rappelons-le, 88 % de la population adulte totale – se sont personnellement identifiés comme musulmans au cours des trois enquêtes. Le pourcentage d'athées (entre 7 % et 9 %), ainsi que d'autres groupes comme les sunnites (5 %), sont restés relativement stables. Les identifications telles que « spiritualiste », « zoroastrien » et « sans appartenance » – qui sont plus floues dans le cas du spiritualisme et qui sont liées à des représentations de l'héritage national dans le cas du zoroastrisme – ont connu des fluctuations (principalement en raison

42. Secte syncretiste essentiellement présente chez les Kurdes.

de l'évolution des options disponibles dans l'enquête). Les groupes qui ont sélectionné ces options en juin 2020 semblent avoir choisi « croyant en Dieu non religieux » ou « humaniste » dans les enquêtes de décembre 2022 et de juillet 2023. D'une façon générale, les résultats montrent une population désenchantée par le récit national présenté par la République islamique⁴³.

Dans toutes les enquêtes GAMAAN, le processus de pondération a entraîné une augmentation du pourcentage de chiites. Par exemple, en 2020, l'échantillon brut initial indiquait une affiliation chiite de 20 %, qui est passée à 32 % après pondération. Cette différence de 12 points est tombée à 5 dans l'enquête de juillet 2023, en raison d'un échantillon de départ plus représentatif. En outre, étant donné que les enquêtes GAMAAN excluent la population analphabète, le pourcentage réel de chiites est probablement plus élevé de plusieurs points.

2. La question du hijab obligatoire

L'enquête sur la religion en 2020 a indiqué que la majorité de notre population cible – les adultes alphabétisés – s'opposait au hijab obligatoire. Comme prévu, des variations ont été observées en fonction de facteurs tels que le niveau d'éducation, l'âge, le sexe et la résidence urbaine ou rurale, avec des différences allant jusqu'à 10 points de pourcentage (figure 3). Toutefois, l'identification d'un individu à l'islam chiite – ou l'absence d'identification (figures 4 et 5) – est un facteur plus déterminant pour prédire ses réponses sur le régime iranien et ses politiques publiques.

43. Il convient de noter que, bien que les chiffres concernant des groupes plus petits comme les juifs et les chrétiens puissent être davantage influencés par le processus de pondération par rapport à des groupes plus importants comme les chiites et les athées, l'ordre de grandeur pour les juifs, les chrétiens et les bahá'ís est cohérent avec d'autres données et correspond à peu près aux attentes statistiques, allant de 0,1 pour cent à 1 pour cent.

Figure 3. Opinions sur le hijab obligatoire en fonction des variables démographiques.
Enquête sur la religion menée par GAMAAN en juin 2020

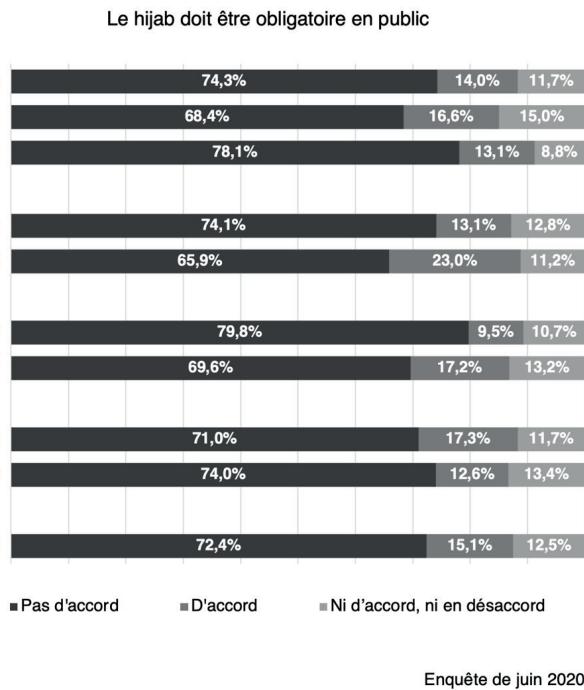
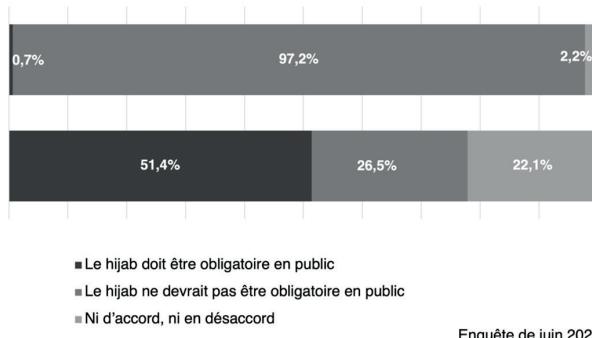


Figure 4. Opinions sur le hijab obligatoire en fonction de la croyance dans le hijab.
Enquête sur la religion menée par GAMAAN en juin 2020

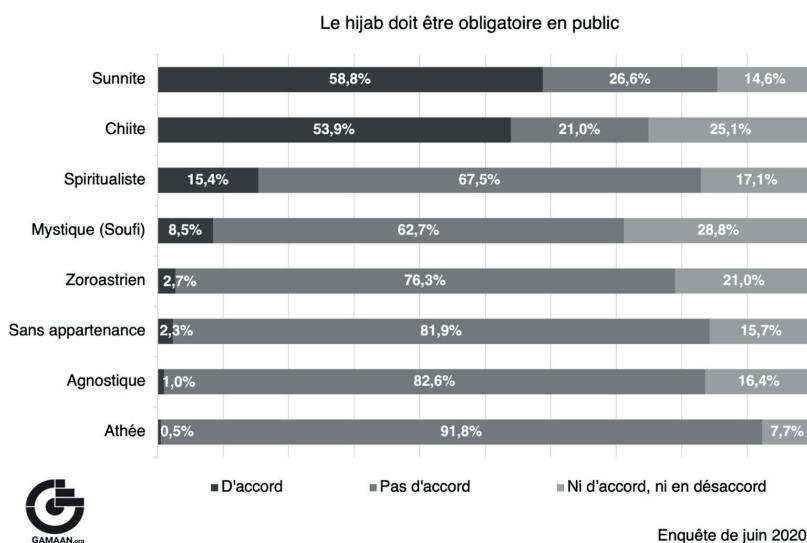


Le tableau se lit ainsi :

- Parmi les personnes interrogées qui ne considèrent pas le port du hijab comme une prescription religieuse, 0,7 % estiment qu'il doit être obligatoire de le porter en public ;
- Parmi les personnes qui considèrent le hijab comme une prescription religieuse, 51,4 % estiment qu'il doit être obligatoire de le porter en public ».

La figure 4 montre que les personnes répondant que le port du hijab n'a pas de valeur spécifique (*bih hijāb i'tiqād nadāram*) considèrent qu'il ne doit pas être obligatoire de le porter en public. Mais même chez les personnes qui croient que le hijab est une prescription religieuse, à peine plus de la moitié (51,4 %) estiment qu'il doit être obligatoire dans l'espace public, et un quart s'y opposent explicitement. Bien que ce chiffre ait pu évoluer à la suite des manifestations nationales déclenchées par la mort de Mahsa (Jina) Amini, nous avons observé qu'en juin 2020, le clivage laïc-religieux reste un facteur essentiel pour comprendre la dynamique interpersonnelle entre les Iraniens. Cette constatation est confirmée par un tableau croisé qui examine le soutien au hijab obligatoire par rapport à l'identification religieuse. Comme le montre la figure 5, une distinction notable apparaît entre les différents groupes religieux et non religieux. Alors que ceux qui s'identifient comme mystiques (soufis) ont tendance à désapprouver l'obligation de porter le hijab, une majorité de ceux qui s'identifient comme chiites et sunnites expriment leur accord avec cette prescription. Nous pensons que cela contribue à expliquer pourquoi certaines femmes iraniennes ont eu recours à un acte de rupture : brûler leur hijab lors des manifestations nationales de 2022. Cet acte révolutionnaire ne vise pas seulement la coercition étatique au nom d'une protestation sociétale. Il reflète également les tensions entre laïcs et religieux au sein même de la société.

Figure 5. Opinions sur le hijab obligatoire parmi les groupes (non) religieux.
Enquête sur la religion menée par le GAMAAN en juin 2020



3. Les manifestations nationales de 2022

Selon l'enquête GAMAAN de décembre 2022, 81 % des adultes alphabétisés en Iran ont exprimé leur accord avec les manifestations nationales de 2022 en Iran. Le mécontentement à l'égard de la République islamique et le soutien aux actions de protestation ont été largement répandus, transcendant les affiliations politiques (de gauche comme de droite), les origines ethniques (y compris, entre autres, les Baloutches et les Kurdes) et les différentes couches socio-économiques dans les milieux urbains et ruraux⁴⁴. Les résultats indiquent également que, malgré les efforts de solidarité des chiites qui prônent la séparation de l'islam et de l'État, les manifestations n'ont pas réussi à combler le fossé entre laïcs et religieux (et, pour ajouter à la complexité de la situation, les tentatives de conciliation des différences entre les opposants au régime au sein de la diaspora ont également échoué).

De tous les groupes, les chiites se sont clairement démarqués dans l'enquête de décembre 2022, avec 32 % qui déclarent « Je ne suis pas d'accord avec les manifestations et je les considère comme le chaos [*ightishāsh*] », et 6 % en désaccord avec les manifestations mais n'utilisant pas le terme préféré du régime, celui de « chaos », cependant une majorité de chiites, 55 %, ont soutenu les manifestations. Parmi les musulmans sunnites et les spiritualistes, seuls 4 % ont déclaré ne pas être d'accord avec les manifestations et les considérer comme un chaos, tandis que 3 à 4 % n'étaient pas d'accord avec les manifestations et que le reste des personnes interrogées les soutenait. Près de 100 % des « croyants en Dieu sans religion », des athées, des zoroastriens autoproclamés, des mystiques (soufis) et des chrétiens ont soutenu les manifestations. Parmi tous les groupes, les chiites sont également les plus divisés quant à leur préférence pour un système politique, entre république islamique, république laïque ou monarchie constitutionnelle. Alors que pratiquement aucun des « croyants en Dieu non religieux », athées, zoroastriens autoproclamés, mystiques (soufis), chrétiens et autres n'a choisi la république islamique comme système politique, 39 % des chiites ont exprimé leur soutien au régime actuel ; environ 12 % se sont prononcés en faveur d'une monarchie constitutionnelle, 30 % ont penché pour une république laïque, et environ 20 % ont indiqué qu'ils n'étaient pas suffisamment informés pour faire un choix ou qu'ils préféraient une autre solution.

Ces statistiques mettent en lumière les coups d'éclat des détracteurs du régime, les montrant comme des symptômes d'une tension sociétale sous-jacente entre la laïcité et la religiosité, ainsi qu'entre les différentes orientations religieuses.

44. A. Maleki et P. Tamimi Arab, *Iranians' Attitudes toward the 2022 Nationwide Protests*, GAMAAN, février 2023 [en ligne].

Les musulmans chiites, qui désapprouvent l'enchevêtrement de la religion et de l'État, brouillant ainsi les frontières entre l'islam et la gouvernance, en sont un excellent exemple. Lors du premier anniversaire de la mort de Ruhollah Zam, un journaliste exécuté en décembre 2020 après avoir été enlevé en Irak et accusé de « corruption sur terre », son père, membre du clergé chiite, debout à côté de la tombe de son fils, a enlevé son turban sous les applaudissements des participants. L'acte du père a fait la une des journaux et a trouvé un écho en ligne dans la sphère publique iranienne transnationale. Pour de nombreux croyants comme non-croyants, le turban en est venu à symboliser la corruption morale et politique. Autre exemple, lors des manifestations de 2022, Gohar Eshghi, « demanderesse de justice » (*dādkhvāb*), mère du blogueur assassiné Sattar Beheshti et femme chiite dévote, a enregistré une vidéo dans laquelle elle enlevait son hijab par solidarité avec les jeunes manifestants. Elle a déclaré : « Pour le bien de notre jeunesse, après quatre-vingts ans, à cause de cette religion qui veut tuer les gens, j'enlève ce hijab ». Son utilisation du mot « religion » (*dīn*) reflète l'idée d'une association fortement perçue entre la religion et l'État. Cette vidéo a également attiré rapidement l'attention du public. Eshghi, que l'on avait souvent vue portant le tchador noir, incarnait une nouvelle esthétique iranienne, critique à l'égard de la théocratie (le régime l'a souvent menacée). Les critiques internes à l'islam se poursuivent. En novembre 2023, Sedigheh Vasmaghi, une islamologue bien connue, est ainsi apparue dans une interview télévisée sans porter le hijab⁴⁵.

L'anthropologue Reinhold L. Loeffler a documenté des transformations similaires en observant un croyant dévot durant trois décennies, depuis les années 1970. Son travail sur le terrain permet de comprendre comment même les personnes âgées en Iran, influencées par les pressions sociétales en faveur de la sécularisation, en sont venues à remettre en question et à critiquer non seulement l'État, mais aussi l'islam lui-même. Dans les décennies qui ont suivi la révolution, son interlocuteur est devenu de plus en plus sceptique :

« Alors qu'après la Révolution, sa croyance en Dieu est restée aussi ferme que jamais, l'ensemble de ce qu'il appelait le *dīn* (la religion) s'est effondré au fur et à mesure qu'il le percevait comme une construction des mollahs. Il commença à éviter le mot même de *dīn*, qui signifiait désormais pour lui les conceptions propagées par le gouvernement et les mollahs. Il explique ouvertement son revirement par les changements opérés par les autorités religieuses après la Révolution⁴⁶ ».

45 M. Zarghami et M. Scallon, « Prominent Iranian Religious Scholar Says Hijab Law Should Be Abolished, Urges Authorities to Stop Inciting Violence », *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 5 novembre 2023.

46. R. Loeffler, « The 'Deep Believer' 30 years on, 1926-2008 », *Anthropology of the Middle East*, 17 (1), 2022, p. 103-114.

L'interlocuteur de Loeffler est décédé en 2008. Nous interprétons son scepticisme croissant comme faisant partie d'un changement plus large des valeurs sociétales vers le séculier et en opposition au religieux – qui est perçu comme étant lié au régime ou comme étant plus généralement une illusion. Cette évolution est liée au déclin du mouvement réformateur et se manifeste notamment par l'absence de discours religieux dans les manifestations de 2022 et par la résurgence du mot longtemps redouté de « révolution » (*inqilâb*), symbolisée par le retrait des vêtements religieux et l'accent mis sur l'exposition de la peau et des cheveux.

4. La consommation des médias

La division entre les Iraniens de la diaspora et ceux restés sur place a été exploitée par les partisans de la République islamique, qu'il s'agisse des réformateurs ou des conservateurs. Ils ont cherché à discréditer les voix dissidentes en les expulsant à la fois du discours légitime sur l'Iran et, physiquement, du pays lui-même. Cela a contribué à la prolifération des chaînes de télévision en persan diffusées par satellite. Parallèlement à l'influence plus large des films et des médias étrangers, l'accélération de la pénétration d'internet, la catégorisation des voix iraniennes de l'intérieur comme étant authentiques et celles de l'extérieur comme étant inauthentiques est en train de s'effriter. L'émergence de chaînes comme Voice of America Persian en 1994, qui ne diffusait initialement qu'un programme d'une heure en persan, a marqué le début de cette transnationalisation de la sphère publique iranienne. Par la suite, Radio Farda (depuis 2002), entre autres, a prolongé cette tendance. Des décennies plus tard, les Iraniens du pays ont largement accès à une télévision par satellite produite par des professionnels. BBC Persian Television a été lancée en 2009, suivie par Manoto TV en 2010 et Iran International en 2017, toutes basées à Londres. Ces chaînes représentent diverses factions politiques, comprenant des réformateurs, des monarchistes et des républicains prônant une transition ou même le renversement du régime en place. Ce paysage médiatique concurrentiel, qui comprend des chaînes plus petites ciblant, par exemple, les sunnites et les chrétiens, a érodé la crédibilité de l'appareil médiatique du régime et met quotidiennement en évidence la diversité des points de vue politiques, laïcs et religieux.

Selon l'enquête de juillet 2023 du GAMAAN sur la consommation des médias (la deuxième enquête sur ce sujet, la première ayant été menée en 2021), la confiance dans les médias persans étrangers dépasse celle des chaînes affiliées au régime (figure 6). La prolifération des médias sociaux et des applications de communication a facilité la diffusion rapide de courts clips vidéo, entraînant une fusion des environnements

médiatiques en une véritable sphère transnationale pour les Iraniens de l'intérieur comme de l'extérieur du pays. Outre les idéologies politiques concurrentes, la laïcité et la religiosité sont des facteurs déterminants pour comprendre les modèles dominants de ces environnements médiatiques et les divisions en sphères sociales distinctes. Un tableau croisé des identifications religieuses et non religieuses avec la question de la confiance dans la Radiodiffusion de la République islamique d'Iran (IRIB) montre que les répondants chiites ont déclaré les niveaux de confiance les plus élevés dans les médias d'État (figure 7). À l'inverse, les athées, les « croyants en Dieu non religieux » et les musulmans sunnites ont exprimé des niveaux de confiance nettement inférieurs.

Figure 6. Confiance dans les médias.
Enquête sur les médias menée par le GAMAAN en juillet 2023

Quel est votre degré de confiance dans les informations de chacun des médias suivants ?

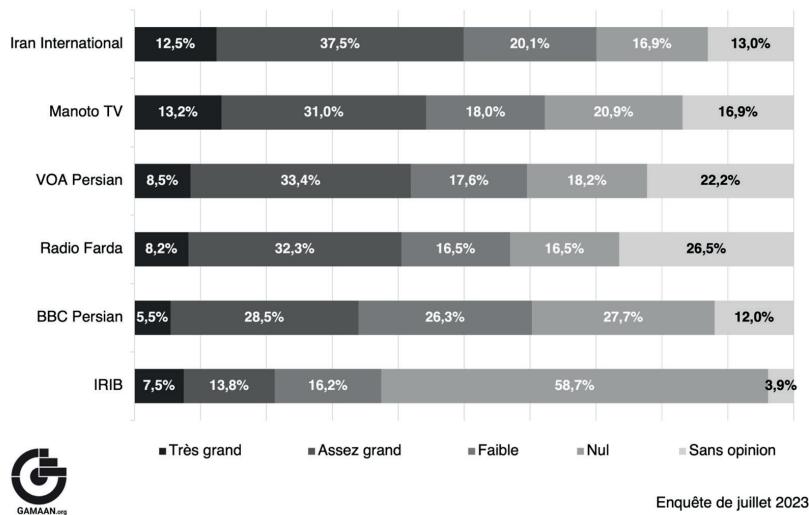
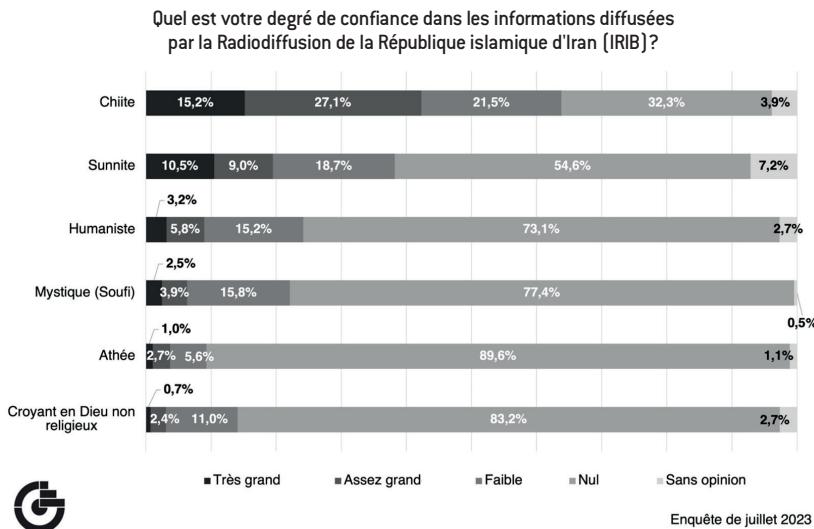


Figure 7. Identification religieuse et non religieuse et confiance dans l'IRIB.
Enquête sur les médias menée par le GAMAAN en juillet 2023



Une fois de plus, les chiites contrastent fortement avec les non-religieux en ce qui concerne leur perception – plus positive – de la diffusion de l'information par le régime mais il est à noter que seuls 15 % d'entre eux expriment un haut niveau de confiance dans l'IRIB, tandis que 32 % font part d'un manque total de confiance.

En raison de l'amélioration de la qualité des données facilitée par un accès plus large à la population grâce à l'échantillonnage VPN, nous avons observé que les disparités avant et après la pondération étaient moins prononcées par rapport aux enquêtes précédentes et que les résultats de l'enquête de juillet 2023 confirmaient les tendances identifiées précédemment. On peut donc dire que les partisans et les opposants au régime privilégièrent des médias différents. Cela suggère qu'en Iran, la tension entre la laïcité et la religiosité observée au sein de la société est étroitement liée au conflit entre les citoyens dissidents et le régime et ses partisans.

CONCLUSION : DE LA REMISE EN CAUSE DU RÉGIME À LA REMISE EN CAUSE DE L'ISLAM

L'article 12 de la Constitution de la République islamique d'Iran fait de l'islam, et plus particulièrement du chiisme duodécimain, la religion d'État. Il ajoute : « Ce principe [du chiisme comme religion établie] restera éternellement immuable ». En voyant l'ampleur et la rapidité des changements dans la société iranienne, il est difficile de ne pas penser que le régime clérical a perdu le contact avec la réalité. En Occident, plusieurs médias et analystes ont salué l'élection de Mahmoud Pezeshkian à la présidence de la République islamique en 2024 comme un signe de progrès, le décrivant comme un « modéré ». Pourtant, Pezeshkian reste loyal envers le vrai leader du pays, Ali Khamenei, connu pour avoir personnellement imposé le voilement des femmes après la révolution de 1979 en tant que président de la République islamique d'Iran de 1981 à 1989, date à laquelle il est devenu guide suprême. Jusqu'à ce jour, Ali Khamenei soutient le hijab obligatoire. Avec la participation la plus faible jamais annoncée par le régime – et même ces chiffres ne peuvent être assurés car il n'y a pas d'observateurs indépendants en Iran – ce nouveau président ne peut répondre aux demandes de la population, particulièrement des jeunes et des femmes. La protestation se poursuit, repoussant les limites de ce que l'on croyait possible. En novembre 2024, par exemple, une doctorante de 30 ans en littérature française, Ahoo Daryei, a fait sensation en étant filmée dévêtu en signe de protestation publique de sa colère contre le harcèlement dont elle était victime par les paramilitaires Basiji à propos de son habillement. Malgré la pratique continue de l'emprisonnement, de la torture, et même des exécutions pour tenter d'étouffer la contestation, les femmes persistent à refuser de porter le hijab et le régime peine à réprimer leur « outrage ». Ce n'est qu'une question de temps avant que nous n'assistions à la prochaine vague nationale de protestation. La raison profonde en est, comme nous l'avons montré dans cette note, que des millions d'Iraniens ne s'identifient pas aux valeurs du régime islamique. Le mouvement « Femme, Vie, Liberté » a rendu ce fait explicite, manifestant aux yeux de tous l'expression des sentiments réprimés⁴⁷.

Les résultats du GAMAAN montrent que, dans le cadre d'une théocratie, critiquer l'État implique invariablement de critiquer la religion. Il s'agit là d'une association organique, qui peut sembler évidente à certains lecteurs. Mais rien n'est jamais acquis dans un contexte politiquement tendu

47. Pour une interprétation du mouvement « Femme, Vie, Liberté », voir N. Tohidi, « Iran in a Transformative Process by Woman, Life, Freedom », *Freedom of Thought Journal*, 13, p. 29-57.

et changeant comme celui de l'Iran. C'est pourquoi nous nous sommes efforcés d'apporter une justification quantitative à cette affirmation générale, en soulignant la nécessité de reconnaître les changements fondamentaux de la société iranienne, en particulier sa sécularisation et la demande connexe de laïcité politique. En raison de la rareté des données dans les contextes autoritaires et de l'absence d'autres données d'enquête fiables sur des sujets politiquement sensibles, les chercheurs en sciences sociales et humaines ont souvent ignoré ou contourné l'émergence de l'irréligiosité généralisée et même de l'athéisme en Iran. De nombreuses publications universitaires ont continué à se concentrer sur la compréhension de l'Iran à travers le prisme de l'influence historique considérable de l'islam et de l'impact durable du chiisme révolutionnaire moderne. Cependant, les manifestations nationales de 2022 obligent à se confronter au changement séculaire de l'Iran. Les implications de ce changement pour l'avenir du Moyen-Orient ne manqueront pas d'être profondes.

Il ne fait aucun doute que les tensions observées découlent d'une vision contestée de ce que la laïcité et la religiosité signifient ou devraient signifier. Nous pensons que pour tenter de surmonter ces tensions, il faut évaluer leur réalité avec sang-froid, ce qui permet d'éviter d'être surpris par les changements rapides de la société iranienne. Cela permet d'éviter les analyses erronées de ces dernières années, comme l'affirmation selon laquelle « une majorité de femmes iraniennes, indépendamment de la loi, portent le foulard par choix », qui s'est retrouvée dans des médias importants tels que le *New York Times*⁴⁸.

Cette note a mis en évidence la corrélation entre les inclinations séculières des individus et leurs croyances religieuses, sans approfondir les causes complexes de la sécularisation ou ses multiples dimensions. En général, les spécialistes de la sécularisation iranienne s'accordent à dire qu'elle constitue, à bien des égards, une réponse à la violence théocratique. Cela confirme l'affirmation de José Casanova selon laquelle la théorie de la sécularisation doit tenir compte des trajectoires historiques spécifiques des différentes nations. Dans sa dernière analyse de la dynamique mondiale entre les forces laïques et religieuses, il affirme que la relation entre l'État et la religion influence considérablement le caractère et la portée de la sécularisation au sein d'une société donnée⁴⁹. Cependant, une perspective globale ne saurait se limiter à cette analyse⁵⁰. La sécularisation

48. A. Moaveni, « Your Boycott Won't Help Iranian Women », *New York Times*, 7 octobre 2016.

49. J. Casanova, *Global Religious and Secular Dynamics : The Modern System of Classification*, Leyde, Brill, 2019.

50. Des analyses récentes rassemblant des données mondiales sur près d'un demi-siècle corroborent le lien entre modernisation et sécularisation. Voir sur ce point R. Inglehart, *Religion's Sudden Decline : What's Causing it, and What Comes Next ?*, New York, Oxford University Press, 2021, et I. Kasselstrand, Ph. Zuckerman et R. Cragun, *Beyond Doubt : The Secularization of Society*, New York, New York University Press, 2023.

en Iran est indissociable d'une modernisation plus large, qui englobe la baisse de la natalité, l'urbanisation rapide, l'amélioration des taux d'alphabétisation et l'accès à un large éventail de visions du monde. Ces tendances modernisatrices remodèlent les structures familiales traditionnelles, favorisant la croyance croissante des Iraniens en la primauté du choix individuel, par opposition à l'idée que la foi d'une personne devrait être déterminée par les liens familiaux ou nationaux. Le problème de l'étude de la non-religiosité et de l'incroyance dans les pays officiellement musulmans ne tient pas véritablement à l'inadéquation supposée des macro-théories de la modernisation sociale, remises en cause par les chercheurs qui privilégient la spécificité des trajectoires nationales. Le vrai défi – et il est colossal – réside dans la production de données d'enquête fiables dans une pluralité de pays, qui est entravée à la fois par les biais d'échantillonnage et par la falsification des préférences.

Nos résultats concernant l'Iran conduisent à une conclusion que certains universitaires auront peut-être du mal à accepter : nous considérons qu'on ne peut éluder le conflit entre forces laïques et religieuses au nom de considérations de stratégie politique ou de constructions intellectuelles plaquées sur la réalité. La reconnaissance du clivage laïc-religieux en Iran confère certes aux mots « Femme, Vie, Liberté » une résonance à la fois féministe et laïque plus affirmée. Cette implication est toutefois inévitable, étant donné qu'au sein de la République islamique, les droits des femmes sont intrinsèquement liés aux questions de religion et de politique. La critique de la théocratie se voit inextricablement liée à la critique de la religion elle-même. Pour ceux qui ont défendu l'acte symbolique de brûler le hijab, voyant dans le voile obligatoire un « mur de Berlin » iranien, le terme « vie » englobe bien plus que la poursuite d'une existence stable dans la classe moyenne, la sécurité de l'emploi, la santé ou la sécurité. Il s'oppose fondamentalement au principe chiite du martyre et à l'importance accordée par l'islam à la mort et à l'au-delà. Pour les Iraniens « non religieux » en particulier, qu'ils croient ou non en une puissance supérieure, la valeur de la vie consiste à chérir l'existence terrestre. Par conséquent, le dévoilement représente plus qu'une simple critique du régime ; il s'agit d'un geste existentiel qui signifie non seulement une aspiration à la démocratie laïque, mais aussi une aspiration commune à prendre ses distances par rapport à l'islam lui-même.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à exprimer notre gratitude à tous ceux qui ont aidé le GAMAAN à collecter les échantillons. Le temps consacré à la recherche et à la rédaction a été rendu possible par le Conseil néerlandais de la recherche. La version française a été réalisée grâce à la Fondapol (Paris).

Octobre 2009

IRAN : UNE REVOLUTION CIVILE ?

fondapol | l'innovation politique



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Nader VAHABI

November 2009

IRAN : CIVIL RÉVOLUTION?



FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Nader VAHABI

NOS PUBLICATIONS

Le défi de la natalité. Une enquête d'opinion franco-italienne
Fondapol et Fondazione Magna Carta, juin 2025, 38 pages

L'immigration afghane en France. Un événement de grande ampleur
Didier Leschi, juin 2025, 35 pages

Les gauches antisémites (2)

La détermination totalitaire

Bernard Bruneteau et Stéphane Courtois, juin 2025, 39 pages

Les gauches antisémites (1)

De Proudhon à la révolution bolchevique

Bernard Bruneteau et Stéphane Courtois, juin 2025, 39 pages

Combattre l'islamisme sur le terrain. Témoignage d'un préfet de la République

Alexandre Brugère, mai 2025, 29 pages

Le mythe de la France raciste (2)

De l'échec du racialisme à la naissance du mythe

Vincent Tournier, avril 2025, 41 pages

Le mythe de la France raciste (1)

Le racialisme, histoire d'un échec

Vincent Tournier, avril 2025, 39 pages

Le détournement populiste du courant libertarien (2)

Le populisme paléo-libertarien de Javier Milei

Jérôme Perrier, avril 2025, 53 pages

Le détournement populiste du courant libertarien (1)

Des origines de l'anarcho-capitalisme au populisme de droite

Jérôme Perrier, avril 2025, 56 pages

L'IA au service de la sécurité

Benoit Fayet, Bruno Maillot et Mathieu Zagrodzki, mars 2025, 29 pages

Retraites : optimiser les dépenses, introduire une part de capitalisation

Bertrand Martinot, mars 2025, 38 pages

Contribution à la mission flash de clarification du financement des retraites

Jean-Pascal Beaufret, février 2025, 53 pages

Union européenne : l'étouffoir de l'écologisme bureaucratique

Emmanuel Bloch, février 2025, 37 pages

Les non-dits économiques et sociaux du débat sur la fin de vie

Yves-Marie Doublet et Pascale Favre, janvier 2025, 28 pages

Pourquoi donner

Claire-Marie Morinière avec Wakil Belhaddad et Claude Birman, janvier 2025, 41 pages

L'histoire des think tanks

Simon Amat, janvier 2025, 33 pages

Équilibres et mérites de la loi qui encadre la liberté d'expression en France

Basile Ader, janvier 2025, 26 pages

Innovation politique 2023

Fondapol, décembre 2024, 536 pages

Jeux vidéo : violence et addiction ?

Loïse Lyonnet et Michaël Stora, décembre 2024, 33 pages

L'utérus artificiel et la reproduction humaine

Elisabeth de Castex, décembre 2024, 42 pages

Pour une renaissance de la politique familiale : liberté, lisibilité et pérennité

Gérard-François Dumont, décembre 2024, 41 pages

L'industrie automobile européenne en 2035

Marc Alochet et Jean-Pierre Corniou, décembre 2024, 46 pages

Fondapol. Des Idées pour la Cité. L'aventure d'un think tank

Sous le direction de Dominique Reynié, éditions du Cerf, novembre 2024, 304 pages

L'inévitable conflit entre islamisme et progressisme aux États-Unis

Martha Lee, novembre 2024, 45 pages

Structure économique et sociale des territoires et vote populiste en France

Guillaume Bazot, novembre 2024, 58 pages

La capitalisation : un moyen de sortir par le haut de la crise des retraites ?

Bertrand Martinot, novembre 2024, 46 pages

Le FPÖ au défi de l'Europe : radicalité idéologique et contrainte électorale en Autriche

Patrick Moreau, octobre 2024, 39 pages

L'AfD : l'extrême droite allemande dans l'impasse

Patrick Moreau, octobre 2024, 66 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France - édition 2024

AJC Paris et Fondapol, octobre 2024, 48 pages

Les attentats islamistes dans le monde 1979-2024

Fondapol, octobre 2024, 92 pages

L'opinion européenne en 2023

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, juillet 2024, 284 pages

Législatives 2024 : le grand désarroi des Français

Anne Flambert, Nicola Gaddoni, Mélodie Jourdain et Dominique Reynié, juin 2024, 36 pages

Les Européens abandonnés au populisme

Dominique Reynié, mai 2024, 80 pages

Victoire populiste aux Pays-Bas : spécificité nationale ou paradigme européen ?

Christophe de Voogd, avril 2024, 40 pages

Les pogroms en Palestine avant la création de l'État d'Israël (1830-1948)

Georges Bensoussan, avril 2024, 37 pages

Le vote des Européens. Vingt-trois ans d'élections nationales en Europe

Corinne Deloy, Préface de Dominique Reynié, éditions du Cerf, avril 2024, 460 pages

Les étrangers extra-européens et le logement social en France

Michel Aubouin, avril 2024, 36 pages

Les mots de la fin de vie : ne pas occulter les termes du débat

Pascale Favre, mars 2024, 30 pages

Suicide assisté, euthanasie : le choix de la rupture et l'illusion d'un progrès

Yves-Marie Doublet, mars 2024, 35 pages

L'Europa e la Sovranità. Riflessioni italo-francesi (1897-2023)

Sous la direction de María Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Rubbettino, avril 2024, 332 pages

L'Europe et la Souveraineté. Approches franco-italiennes 1897-2023

Sous la direction de María Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Plein Jour, mars 2024, 516 pages

Fratelli d'Italia : héritage néofasciste, populisme et conservatisme

Marco Tarchi, février 2024, 41 pages

L'émergence d'une gauche conservatrice en Allemagne :

l'alliance Sahra Wagenknecht pour la raison et la justice (BSW)

Patrick Moreau, janvier 2024, 41 pages

Innovation politique 2022 (tome 2)

Fondapol, novembre 2023, 252 pages

Innovation politique 2022 (tome 1)

Fondapol, novembre 2023, 310 pages

- Mouvements protestataires : le retour de la violence**
Eddy Fougier, novembre 2023, 38 pages
- La réforme Affelnet à Paris : un voyage au pays où 15 = 20**
Marion Oury, octobre 2023, 48 pages
- Le jumeau numérique en santé**
Serge Soudoplatoff, septembre 2023, 34 pages
- La régulation du numérique : Chine, États-Unis, France**
Aifang Ma, septembre 2023, 44 pages
- L'industrie française du jeu vidéo. De la French Touch à la French Pride**
Loïse Lyonnet et Pierre Poinsignon, juillet 2023, 40 pages
- La défiance vue par le prisme du médiateur de l'assurance**
Arnaud Chneiweiss, juillet 2023, 26 pages
- L'Europe et notre souveraineté. L'Europe est nécessaire, la France aussi**
Édouard Balladur, juin 2023, 18 pages
- L'enseignement supérieur privé en France**
Laurent Batsch, juin 2023, 57 pages
- Complexité. Critique d'une idéologie contemporaine**
Sophie Chassat, juin 2023, 40 pages
- Politique migratoire : que faire de l'accord franco-algérien de 1968 ?**
Xavier Driencourt, mai 2023, 29 pages
- De la transition écologique à l'écologie administrée, une dérive politique**
David Lisnard et Frédéric Masquelier, mai 2023, 30 pages
- Pour un nouvel ordre énergétique européen**
Cécile Maisonneuve, avril 2023, 56 pages
- Le XXI^e siècle du christianisme - édition de poche**
Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mars 2023, 378 pages
- Élections, médias et réseaux sociaux : un espace public en décomposition**
Victor Delage, Dominique Reynié, Mathilde Tchounikine, mars 2023, 32 pages
- Souveraineté, maîtrise industrielle et transition énergétique (2)**
Transition énergétique, géopolitique et industrie : quel rôle pour l'État ?
Jean-Paul Bouttes, mars 2023, 48 pages
- Souveraineté, maîtrise industrielle et transition énergétique (1)**
Les conditions de réussite du programme nucléaire français de 1945 à 1975
Jean-Paul Bouttes, mars 2023, 44 pages
- Immigration : comment font les États européens**
Fondapol, mars 2023, 46 pages
- La politique danoise d'immigration : une fermeture consensuelle**
Fondapol, janvier 2023, 57 pages
- L'opinion européenne 2020-2022**
Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, décembre 2022, 240 pages
- Innovation politique 2021 (tome 2)**
Fondapol, décembre 2022, 340 pages
- Innovation politique 2021 (tome 1)**
Fondapol, décembre 2022, 440 pages
- Maghreb : l'impact de l'islam sur l'évolution sociale et politique**
Razika Adnani, décembre 2022, 36 pages
- Italie 2022 : populismes et droitisation**
Anna Bonalume, octobre 2022, 60 pages
- Quel avenir pour la dissuasion nucléaire ?**
Bruno Tertrais, octobre 2022, 39 pages

Mutations politiques et majorité de gouvernement dans une France à droite

Sous la direction de Dominique Reynié, septembre 2022, 64 pages

Paiements, monnaie et finance à l'ère numérique (2)

Les questions à long terme

Christian Pfister, juillet 2022, 34 pages

Paiements, monnaie et finance à l'ère numérique (1)

État des lieux et perspectives à court-moyen terme

Christian Pfister, juillet 2022, 47 pages

La montée en puissance de l'islamisme woke dans le monde occidental

Lorenzo Vidino, juin 2022, 29 pages

2022, présidentielle de crises

Sous la direction de Dominique Reynié, avril 2022, 80 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (4)

La gestion des déchets : rôle et compétence de l'État en démocratie

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 49 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (3)

L'enjeu des générations futures

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 41 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (2)

Les solutions pour maîtriser le risque effectif

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 42 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale (1)

Déchets et déchets nucléaires : durée de vie et dangers potentiels

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022, 49 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France – édition 2022

AJC Paris et Fondapol, janvier 2022, 38 pages

Prestataires de santé à domicile : les entreprises au service du virage ambulatoire

Alice Bouleau et Nicolas Bouzou, janvier 2022, 34 pages

Libertés : l'épreuve du siècle

Sous la direction de Dominique Reynié, janvier 2022, 96 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute, la Community of Democracies, la Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, la Fundación Nuevas Generaciones et Républica do Amanhã

Élections départementales et régionales 2021 : une analyse cartographique

Céline Colange, Sylvain Manternach, décembre 2021, 76 pages

Innovation politique 2020 (tome 2)

Fondapol, décembre 2021, 428 pages

Innovation politique 2020 (tome 1)

Fondapol, décembre 2021, 344 pages

Défendre l'autonomie du savoir

Nathalie Heinich, novembre 2021, 32 pages

Rapport pour l'Assemblée nationale. Mission d'information visant à identifier les ressorts de l'abstention et les mesures permettant de renforcer la participation électorale

Fondapol, novembre 2021, 82 pages

2022, le risque populiste en France (vague 5)

Un indicateur de la protestation électorale

Dominique Reynié (dir.), octobre 2021, 72 pages

Parti et Démocratie

Piero Ignazi, aux éditions Calmann-Lévy, avec le concours de la Fondapol et de Terra Nova, octobre 2021, 504 pages

Commerce illicite de cigarettes, volet II.

Identifier les parties prenantes, les effets de réseaux et les enjeux financiers

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, octobre 2021, 32 pages

- Complémentaires santé : moteur de l'innovation sanitaire**
Nicolas Bouzou et Guillaume Moukala Same, octobre 2021, 47 pages
- Les décroissants en France. Un essai de typologie**
Eddy Fougier, septembre 2021, 31 pages
- Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2021**
Fondapol, septembre 2021, 84 pages
- Les primaires électORALES et les systèmes de départage des candidats à l'élection présidentielle**
Laurence Morel et Pascal Perrineau, août 2021, 51 pages
- L'idéologie woke. Face au wokisme (2)**
Pierre Valentin, juillet 2021, 32 pages
- L'idéologie woke. Anatomie du wokisme (1)**
Pierre Valentin, juillet 2021, 34 pages
- Protestation électORale en 2021 ?**
Données issues du 1^{er} tour des élections régionales
Abdellah Bouhend, Victor Delage, Anne Flambert, Élisa Grandjean, Katherine Hamilton, Léo Major, Dominique Reynié, juin 2021, 40 pages
- 2022, le risque populiste en France (vague 4)**
Un indicateur de la protestation électORale
Dominique Reynié (dir.), juin 2021, 64 pages
- La conversion des Européens aux valeurs de droite**
Victor Delage, mai 2021, 40 pages
- Les coûts de la transition écologique**
Guillaume Bazot, mai 2021, 37 pages
- Le XXI^e siècle du christianisme**
Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mai 2021, 376 pages
- Les protestants en France, une minorité active**
Jean-Paul Willaime, avril 2021, 34 pages
- L'agriculture bio et l'environnement**
Bernard Le Buanec, mars 2021, 27 pages
- Devrions-nous manger bio ?**
Léon Guéguel, mars 2021, 36 pages
- Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation bio ?**
Gil Kressmann, mars 2021, 48 pages
- Pauvreté dans le monde : une baisse menacée par la crise sanitaire**
Julien Damon, février 2021, 33 pages
- Reconquérir la biodiversité, mais laquelle ?**
Christian Lévêque, février 2021, 37 pages
- Énergie nucléaire : la nouvelle donne internationale**
Marco Baroni, février 2021, 66 pages
- Souveraineté économique : entre ambitions et réalités**
Emmanuel Combe et Sarah Guillou, janvier 2021, 66 pages
- Relocaliser en décarbonant grâce à l'énergie nucléaire**
Valérie Faudon, janvier 2021, 36 pages
- Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision**
Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 40 pages
- Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé**
Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, décembre 2020, 35 pages
- Glyphosate, le bon grain et l'ivraie**
Marcel Kuntz, novembre 2020, 45 pages
- Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne face à l'ultradroite**
Maygane Janin et Flora Deverell, novembre 2020, 42 pages

2022, le risque populiste en France (vagues 2 et 3)

Un indicateur de la protestation électorale Dominique Reynié, octobre 2020, 86 pages

Relocalisations : laisser les entreprises décider et protéger leur actionnariat

Frédéric Gonand, septembre 2020, 37 pages

Europe : la transition bas carbone, un bon usage de la souveraineté

Patrice Geoffron, septembre 2020, 35 pages

Relocaliser en France avec l'Europe

Yves Bertoncini, septembre 2020, 40 pages

Relocaliser la production après la pandémie ?

Paul-Adrien Hypolite, septembre 2020, 46 pages

Qui paie ses dettes s'enrichit

Christian Pfister et Natacha Valla, septembre 2020, 37 pages

L'opinion européenne en 2019

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, septembre 2020, 212 pages

Les assureurs face au défi climatique

Arnaud Chneiweiss et José Bardaji, août 2020, 33 pages

Changements de paradigme

Josef Konvitz, juillet 2020, 20 pages

Hongkong : la seconde rétrocession

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020, 62 pages

Tsunami dans un verre d'eau

Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

Innovation politique 2019 (tome 2)

Fondapol, juin 2020, 412 pages

Innovation politique 2019 (tome 1)

Fondapol, juin 2020, 400 pages

Covid-19 - États-Unis, Chine, Russie, les grandes puissances inquiètent l'opinion

Victor Delage, juin 2020, 16 pages

De la distanciation sociale à la distanciation intime

Anne Muxel, juin 2020, 24 pages

Covid-19 : Cartographie des émotions en France

Madeleine Hamel, mai 2020, 24 pages

Ne gaspillons pas une crise

Josef Konvitz, avril 2020, 23 pages

Retraites : leçons des réformes suédoises

Kristoffer Lundberg, avril 2020, 37 pages

Retraites : leçons des réformes belges

Frank Vandenbroucke, février 2020, 40 pages

Les biotechnologies en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, février 2020, 44 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France

AJC Paris et Fondapol, janvier 2020, 32 pages

OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 35 pages

Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

- Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat**
CREC Saint-Cyr et Fondapol, décembre 2019, 128 pages
- L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (3)**
Défendre l'économie européenne par la politique commerciale
Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 52 pages
- L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (2)**
Les pratiques anticoncurrentielles étrangères
Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 40 pages
- L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (1)**
Politique de concurrence et industrie européenne
Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 36 pages
- Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019**
Fondapol, novembre 2019, 80 pages
- Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?**
Emmanuel Combe, octobre 2019, 46 pages
- 2022, le risque populiste en France (vague 1)**
Un indicateur de la protestation électorale
Dominique Reynié, octobre 2019, 44 pages
- La Cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »**
Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 48 pages
- 1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne**
Stéphane Courtois, septembre 2019, 51 pages
- Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1^{er} septembre 2019**
Patrick Moreau, septembre 2019, 26 pages
- Campements de migrants sans-abri : Comparaisons européennes et recommandations**
Julien Damon, septembre 2019, 44 pages
- Vox, la fin de l'exception espagnole**
Astrid Barrio, août 2019, 36 pages
- Élections européennes 2019. Le poids des électorats comparé au poids électoral des groupes parlementaires**
Raphaël Grelon et Guillemette Lano. Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages
- Allô maman bobo (2). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement**
Nelly Garnier, juillet 2019, 40 pages
- Allô maman bobo (1). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement**
Nelly Garnier, juillet 2019, 44 pages
- L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante**
Marcel Kuntz, juin 2019, 35 pages
- Démocraties sous tension**
Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019,
volume I, Les enjeux, 156 pages ; **volume II**, Les pays, 120 pages
Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute
- La longue gouvernance de Poutine**
Michel Etchaninoff, mai 2019, 31 pages
- Politique du handicap : pour une société inclusive**
Sophie Cluzel, avril 2019, 23 pages
- Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF**
David Valence et François Bouchard, mars 2019, 42 pages
- Un an de populisme italien**
Alberto Toscano, mars 2019, 33 pages

- Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste**
Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 46 pages
- Une civilisation électrique (2). Vers le réenchantement**
Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 34 pages
- Une civilisation électrique (1). Un siècle de transformations**
Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 32 pages
- Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention**
Jacques Percebois, février 2019, 42 pages
- Vers une société post-carbone**
Patrice Geoffron, février 2019, 36 pages
- Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique**
Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 26 pages
- Innovation politique 2018 (tome 2)**
Fondapol, janvier 2019, 544 pages
- Innovation politique 2018 (tome 1)**
Fondapol, janvier 2019, 472 pages
- L'opinion européenne en 2018**
Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, janvier 2019, 176 pages
- La contestation animaliste radicale**
Eddy Fougier, janvier 2019, 35 pages
- Le numérique au secours de la santé**
Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 38 pages
- Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise**
Fondapol, décembre 2018, 204 pages
- Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe**
Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 29 pages
- La crise orthodoxe (2). Les convulsions, du XIX^e siècle à nos jours**
Jean-François Colosimo, décembre 2018, 31 pages
- La crise orthodoxe (1). Les fondations, des origines au XIX^e siècle**
Jean-François Colosimo, décembre 2018, 28 pages
- La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance**
Jean-François Colosimo, décembre 2018, 33 pages
- Le christianisme et la modernité européenne (2)**
Comprendre le retour de l'institution religieuse
Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 30 pages
- Le christianisme et la modernité européenne (1)**
Récuser le déni
Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 30 pages
- Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins**
Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 64 pages
- L'avenir de l'hydroélectricité**
Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 41 pages
- Retraites : Leçons des réformes italiennes**
Michel Martone, novembre 2018, 33 pages
- Les géants du numérique (2) : un frein à l'innovation ?**
Paul-Adrien Hypolite et Antoine Michon, novembre 2018, 77 pages
- Les géants du numérique (1) : magnats de la finance**
Paul-Adrien Hypolite et Antoine Michon, novembre 2018, 56 pages
- L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux**
Aifang Ma, novembre 2018, 40 pages

- Alternative für Deutschland : établissement électoral**
Patrick Moreau, octobre 2018, 49 pages
- Les Français jugent leur système de retraite**
Fondapol, octobre 2018, 28 pages
- Migrations : la France singulière**
Didier Leschi, octobre 2018, 34 pages
- Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...**
AJC Europe et Fondapol, septembre 2018, 72 pages
- La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan**
Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang
Hugues Hourdin, octobre 2018, 28 pages
- Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration**
Johan Martinsson, septembre 2018, 41 pages
- Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?**
Tino Sanandaji, septembre 2018, 33 pages
- Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?**
Tino Sanandaji, septembre 2018, 35 pages
- Éthiques de l'immigration**
Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 35 pages
- Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)**
Fondapol, juin 2018, 56 pages
Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions
- Villes et voitures : pour une réconciliation**
Jean Coldefy, juin 2018, 40 pages
- France : combattre la pauvreté des enfants**
Julien Damon, mai 2018, 32 pages
- Que pèsent les syndicats ?**
Dominique Andolfatto, avril 2018, 40 pages
- L'élan de la francophonie : pour une ambition française (2)**
Benjamin Boutin, mars 2018, 28 pages
- L'élan de la francophonie : une communauté de langue et de destin (1)**
Benjamin Boutin, mars 2018, 28 pages
- L'Italie aux urnes**
Sofia Ventura, février 2018, 29 pages
- L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous**
Serge Soudoplatoff, février 2018, 40 pages
- L'innovation à l'ère du bien commun**
Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 44 pages
- Libérer l'islam de l'islamisme**
Mohamed Louizi, janvier 2018, 64 pages
- Gouverner le religieux dans un état laïc**
Thierry Rambaud, janvier 2018, 36 pages
- L'opinion européenne en 2017**
Dominique Reynié (dir.), Fondapol, janvier 2018, 140 pages
- Innovation politique 2017 (tome 2)**
Fondapol, janvier 2018, 492 pages
- Innovation politique 2017 (tome 1)**
Fondapol, janvier 2018, 468 pages
- Une « norme intelligente » au service de la réforme**
Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 28 pages

Autriche : virage à droite

Patrick Moreau, novembre 2017, 32 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage

Fajçal Hafied, novembre 2017, 55 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 31 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 33 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Fajçal Hafied, juillet 2017, 45 pages

Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 49 pages

Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 37 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghourigate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 38 pages

Dette publique : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 33 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 36 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 31 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste :

l'Europe démocratique menacée

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 34 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 52 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 38 pages

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 31 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 37 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 34 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 30 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 33 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 37 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezzardi et Henri Verdier, janvier 2017, 36 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 31 pages

Repenser notre politique commerciale
Laurence Daziano, janvier 2017, 35 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté
Julien Damon, décembre 2016, 25 pages

L'Autriche des populistes
Patrick Moreau, novembre 2016, 59 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire
Albert Bressand, novembre 2016, 34 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN
Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 36 pages

Innovation politique 2016
Fondapol, PUF, octobre 2016, 758 pages

Le nouveau monde de l'automobile (2) : les promesses de la mobilité électrique
Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion
Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 34 pages

L'opinion européenne en 2016
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XX^e siècle)
Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX^e siècle)
Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

Refonder l'audiovisuel public
Olivier Babeau, septembre 2016, 31 pages

La concurrence au défi du numérique
Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 27 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité
Vincent Tournier, juin 2016, 51 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle
Nadia Henni-Moulai, juin 2016, 33 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée
Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 35 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)
Sylvain Bouloque, mai 2016, 41 pages

Gouverner pour réformer : éléments de méthode
Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 54 pages

Les zadistes (2) : la tentation de la violence
Eddy Fougier, avril 2016, 29 pages

Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme
Eddy Fougier, avril 2016, 29 pages

Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 39 pages

Régionales (1) : vote FN et attentats
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 45 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance
Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 38 pages

Le lobbying : outil démocratique
Anthony Escurat, février 2016, 32 pages

Valeurs d'islam
Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiites et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 29 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 29 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 32 pages

L'opinion européenne en 2015

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La nooppolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 40 pages

Innovation politique 2015

Fondapol, PUF, octobre 2015, 576 pages

Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant

Albert Bressand, octobre 2015, 35 pages

Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois

Albert Bressand, octobre 2015, 34 pages

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 30 pages

Vive l'automobilisme ! (2). Pourquoi il faut défendre la route

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuil, octobre 2015, 32 pages

Vive l'automobilisme ! (1). Les conditions d'une mobilité conviviale

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuil, octobre 2015, 27 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 25 pages

Départementales de mars 2015 (3) : le second tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 41 pages

Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 43 pages

Départementales de mars 2015 (1) : le contexte

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 30 pages

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »

Julien Gonzalez, juillet 2015, 33 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 22 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain

François Bazin, juin 2015, 35 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 40 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 44 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 42 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 21 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 23 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 24 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 27 pages

- Islam et démocratie : les fondements**
Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 27 pages
- Les femmes et l'islam : une vision réformiste**
Asma Lamrabet, mars 2015, 36 pages
- Éducation et islam**
Mustapha Cherif, mars 2015, 34 pages
- Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?**
Dominique Reynié, février 2015, 4 pages
- L'islam et les valeurs de la République**
Saad Khiari, février 2015, 34 pages
- Islam et contrat social**
Philippe Moulinet, février 2015, 29 pages
- Le soufisme : spiritualité et citoyenneté**
Bariza Khiari, février 2015, 46 pages
- L'humanisme et l'humanité en islam**
Ahmed Bouyerdene, février 2015, 46 pages
- Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?**
Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 32 pages
- Coran, clés de lecture**
Tareq Oubrou, janvier 2015, 32 pages
- Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité**
Eric Geoffroy, janvier 2015, 28 pages
- Mémoires à venir**
Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages
- La classe moyenne américaine en voie d'effritement**
Julien Damon, décembre 2014, 31 pages
- Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes**
Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages
- L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages**
Dominique Reynié, novembre 2014, 44 pages
- La politique de concurrence : un atout pour notre industrie**
Emmanuel Combe, novembre 2014, 42 pages
- Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton**
Jérôme Fourquet, octobre 2014, 44 pages
- Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes**
Jérôme Fourquet, octobre 2014, 30 pages
- Innovation politique 2014**
Fondapol, PUF, octobre 2014, 554 pages
- Énergie-climat : pour une politique efficace**
Albert Bressand, septembre 2014, 47 pages
- L'urbanisation du monde. Une chance pour la France**
Laurence Daziano, juillet 2014, 34 pages
- Que peut-on demander à la politique monétaire ?**
Pascal Salin, mai 2014, 38 pages
- Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014**
Suzanne Baverez et Jean Sénié, mai 2014, 48 pages
- Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France**
Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'opinion européenne en 2014

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant (2) : diversifier la haute administration

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 35 pages

L'État innovant (1) : renforcer les think tanks

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 43 pages

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 35 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 7 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 27 pages

Pour la croissance, la débureaucratisation par la confiance

Pierre Pezzardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 37 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 22 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 31 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 5 pages

L'opinion européenne en 2013

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 29 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 33 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 35 pages

Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 32 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondapol, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 26 pages

Innovation politique 2013

Fondapol, PUF, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies

Robin Rivaton, décembre 2012, 30 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

- La compétitivité passe aussi par la fiscalité**
Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages
- Une autre politique monétaire pour résoudre la crise**
Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 28 pages
- La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?**
Aldo Cardoso, novembre 2012, 5 pages
- Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...**
Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 30 pages
- Youth and Sustainable Development**
Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages
- La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité**
Francis Charhon, mai / juin 2012, 34 pages
- Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure**
Julien Damon, mai 2012, 30 pages
- Libérer le financement de l'économie**
Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages
- L'épargne au service du logement social**
Julie Merle, avril 2012, 32 pages
- L'opinion européenne en 2012**
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages
- Valeurs partagées**
Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages
- Les droites en Europe**
Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages
- Innovation politique 2012**
Fondapol, PUF, janvier 2012, 648 pages
- L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité**
Charles Feuillerade, janvier 2012, 27 pages
- Politique énergétique française (2) : les stratégies**
Rémy Prud'homme, janvier 2012, 31 pages
- Politique énergétique française (1) : les enjeux**
Rémy Prud'homme, janvier 2012, 36 pages
- Révolution des valeurs et mondialisation**
Luc Ferry, janvier 2012, 27 pages
- Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?**
Sir Stuart Bell, décembre 2011, 32 pages
- La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser**
Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 34 pages
- L'hospitalité : une éthique du soin**
Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 29 pages
- 12 idées pour 2012**
Fondapol, décembre 2011, 110 pages
- Les classes moyennes et le logement**
Julien Damon, décembre 2011, 40 pages
- Réformer la santé : trois propositions**
Nicolas Bouzou, novembre 2011, 30 pages
- Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008**
Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 32 pages
- La responsabilité**
Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 40 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 33 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 15 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 42 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 31 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 35 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 22 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 34 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Bouluque, juillet 2011, 28 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 26 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 45 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 26 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksman, mai 2011, 30 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 21 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalems, mai 2011, 33 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 28 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 50 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boissarie, avril 2011, 35 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 33 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 31 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 31 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 36 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 27 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 34 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 56 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 38 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 28 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 36 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 28 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 34 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'opinion européenne en 2011

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 45 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 28 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 34 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 26 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 36 pages

Innovation politique 2011

Fondapol, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 30 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 40 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 28 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 38 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 40 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 24 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 32 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 22 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 28 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 30 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 28 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 52 pages

L'opinion européenne en 2010

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 26 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 30 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 28 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 16 pages

Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 8 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 7 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 50 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 26 pages

La politique européenne de développement : une réponse à la crise de la mondialisation ?

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 30 pages

La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :

défense du statut, illustration du statu quo

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson David Bonneau, mai 2009, 40 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 65 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'opinion européenne en 2009

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 125 pages

Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands sur trois priorités de la présidence française de l'UE

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Le débat public a besoin de la Fondapol et la Fondapol a besoin de vous !

Pour préserver son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondapol, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondapol peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % du montant des dons versés imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238bis du CGI).

Dans le cas d'un don de 10 000 €, vous pourrez déduire 6 000 € d'impôt, votre contribution aura effectivement coûté 4 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % du montant des dons versés, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans) ;

Au titre de l'IFI, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % du montant des dons versés, dans la limite de 50 000 €.

Dans le cas d'un don de 1000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre IFI.

contact : Anne Flambert + 33 (0)1 47 53 67 09 – anne.flambert@fondapol.org

Bulletin de soutien

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Je soutiens la Fondapol

voici ma contribution de :

100 € 500 € 1000 € 5000 €
 10 000 € 50 000 € Autre montant : _____ €

Je choisis de faire un don :

À titre personnel

Au titre de la société suivante : _____

Destinataire du reçu fiscal : _____

Nº _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Par chèque, à l'ordre de
la **Fondation pour l'innovation politique**

Par virement bancaire daté du : _____
au profit du compte
Fondation pour l'innovation politique
à la Caisse des dépôts et consignations : _____

IBAN : FR77 4003 1000 0100 0029 9345 Z16

BIC : CDCGFRPPXXX



anne.flambert@fondapol.org

IRAN : UNE SOCIÉTÉ SÉCULARISÉE, DIVERSE ET DISSIDENTE

Par Pooyan TAMIMI ARAB et Ammar MALEKI

Le conflit israélo-iranien de juin 2025 a remis à l'ordre du jour la question de la solidité du régime établi par la révolution de 1979, une question donnant lieu à des analyses contradictoires et à des spéculations de toute nature. La répression féroce que ce pouvoir théocratique exerce sur la société depuis quatre décennies n'est sans doute pas assez prise en compte dans les analyses dominantes. C'est ainsi que des commentateurs, pour qui la longévité du régime semble contredire les théories de la modernisation et l'idée d'un cheminement inéluctable vers la sécularisation, soutiennent des interprétations alternatives qui font droit à un processus inverse à la désécularisation et à un « retour du religieux ».

À première vue, les enquêtes d'opinion conventionnelles, menées par téléphone et en face-à-face à l'intérieur du pays, font état d'une religiosité quasi unanime de la population iranienne et de son très fort soutien au régime. Pourtant, ces résultats sont contredits par les vagues successives et massives de protestations contre l'idée même de république islamique, dont les plus récentes ont été les manifestations nationales « Femmes, Vie, Liberté » de 2022-2023, au cri de « Nous ne voulons pas d'une république islamique ! ». Au fil des ans, des enquêtes qualitatives ont décrit une attitude critique généralisée à l'égard des autorités et des institutions religieuses, ainsi qu'un revirement des mentalités au profit de la célébration de la vie terrestre, en opposition aux valeurs chiites du deuil, du martyre et de l'au-delà. L'usage désormais quasi universel d'internet en Iran a permis d'atteindre les citoyens par des canaux alternatifs, réduisant la crainte de la surveillance étatique qui peut fausser les réponses aux questions sensibles, telles que celles portant sur la religion et la politique.

C'est le principe directeur qui guide le travail du GAMAAN (Groupe d'analyse et de mesure des attitudes en Iran) qui utilise des méthodes en ligne – recrutement via les réseaux sociaux, outils VPN et chaînes de télévision par satellite – pour atteindre un large éventail de répondants.

Les enquêtes, novatrices par leur méthode, le sont aussi par leurs résultats. Elles brossent, par comparaison avec les données recueillies par les sources officielles, un tableau radicalement différent de la société iranienne, qui connaît bel et bien une sécularisation massive. Les résultats confirment qu'une majorité d'Iraniens soutiennent une transition, voire une révolution qui démantelerait le régime clérical. Les résultats montrent aussi qu'il existe de profondes tensions entre laïcs et religieux au sein de la société et une plus grande diversité des identifications personnelles, religieuses comme non religieuses.

Les médias

**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ



Le site internet

fondapol.org



Les données en open data

data.fondapol.fr



ISBN : 978-2-36408-364-6

5 €